


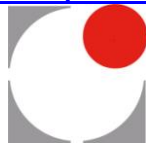


	N° d'affaire : 035.91.18.00.179 Opération : FACTORY HUBS 91 191 GIF SUR YVETTE	P.G.C SPS	Date : 25/06/2018	Page 1 sur 101
---	---	------------------	------------------------------------	-----------------------



CONSTRUCTION CEA SACLAY FACTORY HUBS
CAMPUS DU CEA SACLAY
DIGITEO Labs
91 191 Gif-sur-Yvette

MAITRES D'OUVRAGE	CONDUCTEUR D'OPERATION	ARCHITECTE	COORDONNATEUR SPS
<p>COMMISSARIAT À L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES 91 191 GIF SUR YVETTE</p> 	<p>CEA SACLAY DIGITEO LABS-BÂT. 565 91 191 GIS-SUR-YVETTE</p> <p>LIST UI2P Loïc Lescot loic.lescot@cea.fr Tél : 01 69 08 11 16</p> 	<p>A 26 GL ARCHITECTURE 161 bis Rue de Vaugirard 750515 Paris</p> <p>dory@a26.eu ggeorges@a26.eu Tél : 09 70 75 52 83</p> 	<p>QUALICONSULT SECURITE Agence d'EVRY 4 Rue du Bois Sauvage 91055 EVRY CEDEX</p> <p>Régis VIAL Tél : 06 73 38 72 30 regis.vial@qualiconsult.fr</p> 

PLAN GENERAL DE COORDINATION

MISE A JOUR		
N° DE L'AVENANT	DATE	INTITULE
V2	25/06/2018	P.G.C Conception

	N° d'affaire : 035.91.18.00.179 Opération : FACTORY HUBS 91 191 GIF SUR YVETTE	P.G.C SPS	Date : 25/06/2018	Page 2 sur 101
---	--	------------------	-----------------------------	-----------------------

SOMMAIRE

OBJET DU PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION	5
FONCTIONNEMENT	5
DURÉE DE CONSERVATION	5
1. RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS GENERAUX	6
1.1 Désignation de l'opération	6
1.2 Description sommaire.....	6
1.3. Liste des intervenants / nomenclature des lots.....	7
1.4. Modalités de coopération entre les intervenants	7
1.5. Calendrier des travaux – Prévision d'effectif – catégorie de l'opération	9
2. ACCES AU CHANTIER ET ENVIRONNEMENT	10
2.1. Voies d'accès / desserte	10
2.2. Servitude d'accès – Dangers spécifiques liés à l'environnement du chantier	13
2.3. Dispositions prises pour limiter l'accès aux seules personnes autorisées	14
2.4 Installations provisoires sur la voie	14
3. MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANT	18
3.1. Voies et réseaux divers préalables aux travaux	18
3.2. Cantonnements	22
3.3. CHANTIER A FAIBLE IMPACT ENVIRONNEMENTAL	28
3.4. NETTOYAGE DE CHANTIER	29
4. ELECTRICITE DE CHANTIER	33
4.1. Force	33
4.1.1. Installations primaires (alimentation des cantonnements et des engins de levage).....	33
4.1.2. Installations secondaires	33
4.2. Éclairage	34

	N° d'affaire : 035.91.18.00.179 Opération : FACTORY HUBS 91 191 GIF SUR YVETTE	P.G.C SPS	Date : 25/06/2018	Page 3 sur 101
---	--	------------------	-----------------------------	-----------------------

5. ORGANISATION DES MANUTENTIONS ET DES MOYENS DE LEVAGE	36
5.1. Description	36
5.2. Mesures de prévention	39
6. CIRCULATIONS INTERIEURES AU CHANTIER.....	45
6.1. Circulation de véhicules	45
6.2. Circulation piétons.....	47
7. ORGANISATION DES SECOURS – PREVENTION DES INCENDIES	48
7.1. Secours	48
7.2. Incendie.....	50
7.3 Mise en état d’alerte du Centre	52
8. PROTECTIONS COLLECTIVES.....	53
8.1. Dispositions générales	53
8.2. Nature des protections collective	54
8.3. Mise en place d’équipement commun.....	62
9. TRAVAUX SPECIFIQUES PRESENTANT UN DANGER PARTICULIER.....	64
9.1. Présence d’amiante.....	64
9.2. Présence de plomb	64
9.3. Autres matériaux (radioactifs / déchets contaminés etc....).....	65
9.4. Travaux de démolition	65
9.5. Travaux en hauteur	65
9.6 TRAVAUX DE GRANDE HAUTEUR (+3 M)	66
9.7. Travaux de terrassement ou de tranchées.....	68
9.8. Travaux de fondations	70
9.9. Utilisation de produits dangereux	71
9.10. Ouvrages particuliers à réaliser	72

	N° d'affaire : 035.91.18.00.179 Opération : FACTORY HUBS 91 191 GIF SUR YVETTE	P.G.C SPS	Date : 25/06/2018	Page 4 sur 101
---	--	------------------	-----------------------------	-----------------------

9.10. Mesures contre diverses nuisances	72
10. DISPOSITIONS PRISES EN MATIERE DE DANGER LIES A LA CO-ACTIVITES	73
10.1. Généralités :.....	73
10.2. Décalages d'intervention (travaux superposés, protections collectives) :.....	73
10.3. Isolation de certaines zones (travaux bruyants, nocif, utilisation de substances toxiques)	74
11. MODALITE DE COOPERATION ENTRE LES ENTREPRISES, LES EMPLOYEURS, LES TRAVAILLEURS INDEPENDANTS.....	78
11.1. Plan particulier de sécurité et de protection de la santé	78
11.2. Inspections Communes	79
11.3. Transmission des documents au Coordonnateur SPS	81
11.4. Symboles des produits dangereux	83
11.5. Sous-traitance.....	89
11.6. Collège inter-entreprises de sécurité de santé et de conditions de travail	89
12. DECLARATION PREALABLE	90
13. LISTE DES INTERVENANTS.....	91
14. FICHE D'APPEL EN CAS D'ACCIDENT	95
ANNEXES	97
MISSION ET ROLE DU CHARGÉ DE SÉCURITÉ	97
PROTOCOLE DE DECHARGEMENT ET CHARGEMENT (OPP BTP).....	97
FICHE D'ACCUEIL (OPP BTP)	97

	N° d'affaire : 035.91.18.00.179 Opération : FACTORY HUBS 91 191 GIF SUR YVETTE	P.G.C SPS	Date : 25/06/2018	Page 5 sur 101
---	--	------------------	-----------------------------	-----------------------

OBJET DU PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION

Le présent plan a pour objet l'application du décret n° 94 1159 du 26 décembre 1994 visant à définir l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier, ou de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises.

Le présent PGC regroupe les données générales relatives à la santé et à la sécurité de manière à les porter à la connaissance des entrepreneurs afin que ceux-ci en tiennent compte lors de la présentation de leur offre.

Ce document n'est pas un document figé. Il pourra être modifié ou complété au vu de documents complémentaires ou pendant la phase Réalisation selon les phasages et modes opératoires retenus par les entreprises.

Il pourra être modifié et porter un nouvel indice dans le cas de changements importants ; dans le cas d'adaptations mineures, celles-ci seront prises en compte dans le Registre Journal au fur et à mesure de l'avancement du chantier.

Le P.G.C. est établi en vue d'intégrer les principes généraux de prévention dans l'organisation de l'opération. Il sera complété et adapté en fonction de l'évolution de l'opération, de la durée effective des différentes tranches qui le compose, des contraintes successives liées au déroulement des opérations mitoyennes.

Toute modification apportée à ce document sera portée à la connaissance des entreprises. L'intervention du coordonnateur ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent, en application des autres dispositions du présent code, à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil. (Article L4532-6)

FONCTIONNEMENT

Le Plan Général de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé est joint aux autres documents remis par le Maître d'ouvrage aux entrepreneurs qui envisagent de contracter. Tenu à disposition sur le chantier, il peut être consulté par les organismes appelés à intervenir. Établi dans la phase de consultation des entreprises, le Maître d'ouvrage est tenu de l'adresser, sur leur demande, aux organismes sociaux professionnels de prévention.

DURÉE DE CONSERVATION

Le Plan Général de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé tenu par le coordonnateur pendant toute la durée du chantier, doit être conservé 5 années par le Maître d'ouvrage à compter de la date de réception du bâtiment.

	N° d'affaire : 035.91.18.00.179 Opération : FACTORY HUBS 91 191 GIF SUR YVETTE	P.G.C SPS	Date : 25/06/2018	Page 6 sur 101
---	--	-----------	-----------------------------	----------------

1. RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS GENERAUX

1.1 Désignation de l'opération

1. Description du programme

Généralités

L'opération concerne la construction d'un bâtiment abritant l'Additive Factory Hub (AFH), plateforme de fabrication additive métallique permettant d'effectuer des travaux de recherche et développement sur les problématiques communes associées au procédé pour le CEA.

La structure doit permettre l'accueil et la mise en fonctionnement de l'ensemble du process de fabrication additive métallique (stockage des poudres, mise en fonctionnement des machines, nettoyage et post-traitement des pièces en sortie, nettoyage de la machine et des équipements, stockage des déchets).

En raison du risque inflammable et explosif des poudres, le bâtiment est soumis à déclaration ICPE rubrique 1450.2.

1.2 Description sommaire

L'ouvrage se compose d'un bâtiment en béton armé accueillant l'ensemble des machineries, ateliers, vestiaires, etc. ainsi qu'une zone ATEX coupe-feu 2h.

Le périmètre de la zone ATEX est réalisé par une ossature de type prémur.

En périmétrie du bâtiment et hors zone ATEX, l'ossature sera de type poteaux-poutre en acrotère avec remplissage maçonné.

Le plancher bas sera réalisé par un dallage, le plancher haut RDC en dalles alvéolées.

Les locaux soumis à la rubrique 1450 des normes ICPE seront séparés des locaux adjacents et de l'extérieur par des parois REI 120 (CF2h).

Les communications entre locaux sous rubriques et locaux non classés seront EI 120 (CF2h). Pour cette opération les locaux classés au titre de la rubrique 1450 sont :

- Le local « machine ouverte FORMUP »
- Le local « banc instrumente 3DS PRO DMP 320 »
- Le local « Circulation poudre »
- Le local « poudre »
- Le local « déchets »
- Le local « SAS ext »

	N° d'affaire : 035.91.18.00.179 Opération : FACTORY HUBS 91 191 GIF SUR YVETTE	P.G.C SPS	Date : 25/06/2018	Page 7 sur 101
---	---	------------------	------------------------------	-----------------------

Une passerelle métallique est à construire permettant de connecter le bâtiment AFH avec le bâtiment existant mitoyen. Elle sera constituée de deux poutres treillis et de planchers (haut et bas) bac acier).

1.3. Liste des intervenants / nomenclature des lots

- Lot 1 : VRD / Terrassement / Fondations / Gros-œuvre / Clos couvert
- Lot 2 : Électricité
- Lot 3 : CVC
- Lot 4 : Second œuvre

2/ Document administratifs devant être présent sur le chantier :

- Le Registre d'observation – à la disposition des salariés.
- Le Registre de vérification des appareils de levage.
- Le Registre de vérification des installations électriques.
- Le Registre de Sécurité pour le matériel utilisé.
- Le Registre de vérification des appareils à pression.
- Le présent Plan Général de Coordination (PGC).
- Les PPSPS des Entreprises (adjudicataires et sous-traitantes).
- Copie des dossiers d'agrément des Entreprises par la Maitrise d'Ouvrage.

1.4. Modalités de coopération entre les intervenants

➤ Désignation d'un chargé de sécurité :

L'entreprise titulaire désigne, pour la durée d'exécution des travaux d'elle-même et de l'ensemble des sous-traitants induits par le marché, quelque niveau qu'ils soient, un chargé de sécurité. Interlocuteur privilégié du coordonnateur, ses missions sont définies en Annexe 2 du présent PGC.

Cette désignation se fait de façon à ce que la personne chargée de sécurité puisse participer au côté du représentant de l'entreprise titulaire, à l'inspection commune de cette dernière comme celles de ses cotraitants s'ils existent.

Cette désignation est actée dans le PPSPS de l'entreprise titulaire remis avant le début des travaux de celles-ci.

	N° d'affaire : 035.91.18.00.179 Opération : FACTORY HUBS 91 191 GIF SUR YVETTE	P.G.C SPS	Date : 25/06/2018	Page 8 sur 101
---	---	------------------	--------------------------	-----------------------

➤ **Information préalable, Inspections communes, Accueil :**

Tout intervenant sur le chantier (titulaire ou sous-traitant) doit procéder à une visite préalable du site avec le coordonnateur. Ces visites seront programmées en accord avec le coordonnateur. Afin d'optimiser cette visite, il est demandé de produire à ce moment un canevas de PPSPS qui sera commenté et amendé en fonction du site et des travaux à réaliser.

➤ **Cas particulier du transport et d'approvisionnement de matériaux, prestataires de service, louageur de matériel avec ou sans chauffeur :**

Il est fréquent, pour le transport de matériaux qu'il soit fait appel à des transporteurs indépendants, via un affréteur ou non. Au sens réglementaire, il s'agit d'autant d'entreprises sous-traitantes qu'il y a d'indépendants.

Cette situation rend souvent quasi-impossible la mise en œuvre obligatoire d'une inspection commune préalable à la remise d'un PPSPS avant le début de l'intervention de chacun d'eux. C'est pourquoi ils sont classés dans le présent PGC en « prestataires de service ».

Toutefois, le caractère particulier de leurs interventions et l'importance des risques qu'ils génèrent, (circulation, manœuvres, chargements, déchargements,) nécessite une organisation et un encadrement particulier adapté à chaque situation. Aussi une procédure spécifique sera étudiée au cas par cas entre le chargé de sécurité de l'entreprise titulaire, le Maître d'Œuvre et le Coordonnateur SPS.

Cette procédure établie s'imposera à tous les acteurs. Les moyens supports de cette procédure seront à la charge de l'entreprise titulaire.

Toute entreprise envisageant de faire appel à un sous-traitant doit transmettre au chargé de sécurité de l'entreprise titulaire, la déclaration de sous-traitance.

L'entreprise titulaire doit s'organiser pour qu'elle-même et l'ensemble des sous-traitants qu'elle induit satisfassent aux obligations tant administratives que techniques du présent PGC.

L'entreprise titulaire a le devoir d'identifier tous les risques de Co-activités, internes ou externes au marché, nés de son activité et de l'ensemble de la sous-traitance qu'elle induit. Elle a la charge et la responsabilité des moyens de protection communs à mettre en place pour pallier ces risques, que ceux-ci soient mis en lumière notamment par elle-même, le chargé de sécurité de l'entreprise titulaire, le Maître d'Œuvre, le Maître d'Ouvrage, l'OPC, ou le Coordonnateur SPS.

➤ **Prestataires de service, Location de matériel (avec ou sans chauffeur) :**

Les Entreprises qui utilisent des prestataires de services extérieurs à l'entreprise tels que livreurs, grues mobiles,...etc.... devront : Leur transmettre les informations qui les concernent du présent Plan Général de Coordination.

Leur transmettre un exemplaire de leur PPS PS.

Indiquer dans leurs PPS PS le recours à ces prestataires et traiter des risques inhérents à leurs interventions.

	N° d'affaire : 035.91.18.00.179 Opération : FACTORY HUBS 91 191 GIF SUR YVETTE	P.G.C SPS	Date : 25/06/2018	Page 9 sur 101
---	---	------------------	------------------------------	-----------------------

Informez le coordonnateur SPS du recours à ces prestataires.

Accueillir ces prestataires à leur arrivée sur le chantier et les informer des consignes de sécurité spécifiques à respecter.

➤ **Suivi des accidents humains ou matériels – Accidents grave ou ayant pu l'être :**

Est considéré comme accident ayant pu être grave tout accident matériel qui aurait pu entraîner un accident grave de personne physique,

Parce qu'ayant eu lieu dans une zone d'évolution du personnel ou de tiers.

Tout accident grave ou ayant pu l'être se doit être immédiatement arrêté en attendant l'enquête et des mesures de sécurité conservatoires sont prises par les entreprises concernées pour mettre la zone en sécurité provisoire.

La mise en sécurité provisoire peut passer par la Neutralisation des accès de la zone et son survol, le gel de toute activité (autres que celles à caractères d'urgence médicale ou de limitation de sur-accident), et mise à l'arrêt des engins ou matériel si ces derniers sont en cause.

➤ **Accident du travail**

Pour tout accident du travail faisant l'objet d'une déclaration d'accident auprès de la CPAM, dans les mêmes délais, l'entreprise concernée transmet une copie au chargé de sécurité de l'entreprise titulaire et une autre au coordonnateur.

Le Coordonnateur transmettra une copie de cette déclaration au différentes Maîtrises d'Ouvrage et d'œuvre, ainsi qu'à la Cellule QSE du CEA, afin que le bilan des accidents sur le centre soit tenu à jour.

1.5. Calendrier des travaux – Prévision d'effectif – catégorie de l'opération

PLANNING DES TRAVAUX

Démarrage de la période de préparation : 03 Septembre 2018

Démarrage des travaux bâtiment : Octobre 2018

Délai des travaux : 09 mois

Fin des travaux : Mai 2019

Catégorie de l'opération : niveau 2

	N° d'affaire : 035.91.18.00.179 Opération : FACTORY HUBS 91 191 GIF SUR YVETTE	P.G.C SPS	Date : 25/06/2018	Page 10 sur 101
---	--	-----------	-----------------------------	-----------------

2. ACCES AU CHANTIER ET ENVIRONNEMENT

2.1. Voies d'accès / desserte

- **Habilitation-Certification.**

Les titulaires tiennent à disposition la Direction du CEA/SACLAY, préalablement à l'exécution du présent marché, les certificats et les habilitations requises pour tous leurs employés amenés à intervenir sur le site du CEA/SACLAY (Travaux d'ordre Électrique, conduite des appareils de levage, des engins de manutention, ...) et signaler toute modification intervenante en cours d'année. Le CEA décline toute responsabilité délictuelle à l'occasion de dommages causés par les employés des Titulaires dépourvus d'habilitations.

Un classeur sera tenu à jour par chaque titulaire, pour elle-même et pour chacun de ses sous-traitants.

Ces classeurs, ainsi que l'ensemble des documents relevant des habilitations et certifications devra être accessible en permanence au bureau de chantier par les Institutions de Tutelles, les Maîtrises d'Ouvrage et d'œuvre, le CSPS, et CHSCT des entreprises concernées.

- **ACCES AU CENTRE**

Voir dossier d'acceptation du personnel par le CEA.

Procédure d'accès au chantier :

- l'accès au chantier est autorisé de 7h00 à 20h45. Toute personne pénétrant sur le chantier doit se soumettre sans restriction aux contrôles organisés par l'entreprise de Gros-Œuvre.

- Toute entreprise doit remettre par Fax à l'entreprise de Gros-Œuvre, (au moins 8 jours avant intervention) la liste nominative de son personnel devant intervenir sur chantier afin de préparer les badges.

Préalablement à toute livraison sur site, un protocole de déchargement et de chargement sera rempli conjointement par l'entreprise utilisatrice et l'entreprise de transport (ou fournisseur). Une copie sera à conserver dans au bureau de chantier (Voir points 2 et 4 de la Mission du Chargé de sécurité).

Ce protocole devra tenir compte, entre autres, des éléments suivants :

(Voir également trame de protocole en annexe 3 en fin du Document)

- Coordonnées complète de l'entreprise de livraison et nom du
- Chauffeur,

	N° d'affaire : 035.91.18.00.179 Opération : FACTORY HUBS 91 191 GIF SUR YVETTE	P.G.C SPS	Date : 25/06/2018	Page 11 sur 101
---	--	------------------	-----------------------------	------------------------

- Jour et heure de la livraison,
- Moyen d'accès avec plan d'accès,
- Type de véhicule envisagé (camionnette, semi-remorque, camion grue etc...)
- Localisation de la livraison,
- Coordonnées de la personne à contacter sur le chantier afin d'être guidé à l'endroit déterminé (Nom de l'entreprise, nom de la personne, téléphone)
- Cheminement à emprunter pour se rendre au lieu de livraison,
- Zone de déchargement et équipement de levage prévu pour le déchargement,
- Besoin particulier de l'entreprise de livraison (grue, puissance électrique, surface etc...)

Pour l'accès de tout véhicule de livraison, les livreurs et leurs véhicules ne pourront pénétrer sur le chantier que s'ils sont accompagnés par un représentant de l'entreprise concernée.

• **Accès principal :**

L'entrepreneur devra assurer la fermeture de toute voie d'accès au chantier, depuis la voirie « publique ».

Afin de matérialiser l'interdiction d'accès à toutes personnes non-autorisées, notamment pendant les périodes d'inactivité sur le chantier tous les accès au chantier seront fermés.

Les dispositions pour que seules les personnes autorisées puissent pénétrer sur le site en travaux sont sous la responsabilité des entrepreneurs.

À ce titre, des panneaux de « chantier interdit au public » seront disposés à la périphérie du chantier.

Ces accès devront tenir compte de toutes les restrictions résultant du Code de la Route, des arrêtés ou des décisions pris par les autorités compétentes les concernant, et permettre dans tous les cas :

Le maintien de la circulation publique ou privée pendant les travaux avec une priorité aux usagers des voiries.

Le maintien de la protection des usagers pendant les travaux.

Voir également le plan d'organisation de chantier du Maître d'Œuvre, de l'OPC et de l'entreprise.

Il est impératif que le respect des mesures et des réglementations locales et générales soient strictement respectés.

À cet effet, il doit être mis en place toutes signalisations réglementaires pour indiquer, signaler et protéger la zone du chantier de la voie publique.

En tout état de cause, la priorité est toujours de privilégier la sécurité des riverains et de maintenir des conditions optimales de circulations.

Les travaux s'effectuent pendant les heures prévues aux Règlement Sanitaire Départemental, et conformément aux arrêtés préfectoraux pris pour la protection contre le bruit.

	N° d'affaire : 035.91.18.00.179 Opération : FACTORY HUBS 91 191 GIF SUR YVETTE	P.G.C SPS	Date : 25/06/2018	Page 12 sur 101
---	---	------------------	------------------------------	------------------------

Les engins et machines seront donc conformes aux réglementations en vigueur en matière de limitation du niveau sonore. Toutes les opérations risquant de provoquer des nuisances et, donc de perturber, doivent faire l'objet d'une concertation entre l'entreprise concernée, le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Œuvre, l'OPC et le coordonnateur SPS.

- ***Gabarit à respecter : Prévoir les livraisons par semi-remorque.***

Des voiries stabilisées et adaptées seront mises en œuvre pour permettre un passage intensif des PL.

Chaque entreprise transmettra à la société de livraison concernée un plan localisant l'accès à utiliser le jour de sa venue (les accès au chantier pouvant être modifiés en fonction de l'état d'avancement des travaux).

Les servitudes

L'entrepreneur devra prendre toutes les dispositions nécessaires auprès des différents concessionnaires et du maître d'ouvrage pour assurer la protection adéquate des canalisations ou lignes existantes ou construites pendant la durée de ses travaux, tant pour le réseau provisoire que définitif.

	N° d'affaire : 035.91.18.00.179 Opération : FACTORY HUBS 91 191 GIF SUR YVETTE	P.G.C SPS	Date : 25/06/2018	Page 13 sur 101
---	--	-----------	-----------------------------	-----------------

2.2. Servitude d'accès – Dangers spécifiques liés à l'environnement du chantier

- *Présence de bâtiment public (Restaurant d'Entreprise, Voirie d'accès, autre chantier, ...)*

⇒ Description : Les accès au chantier se feront via la zone semi-ouverte du CEA.	⇒ Disposition à prendre : Protection contre intrusion Panneaux de chantier adéquat destinés à informer. Panneau STOP en sortie de chantier.
⇒ Localisation : Sur les abords immédiats du site	⇒ Lot chargé des dispositions à prendre : Lot 1

- *Présence de canalisations enterrées ou aériennes :*

⇒ Description : Canalisations EAU / EU / EDF / TELECOM / GAZ ...	⇒ Disposition à prendre : Obligation de DICT, consultation des services du CEA.
⇒ Localisation : Depuis le domaine public et sur le terrain (SITE CEA COMPRIS)	⇒ Lot chargé des dispositions à prendre : Lot 1

	N° d'affaire : 035.91.18.00.179 Opération : FACTORY HUBS 91 191 GIF SUR YVETTE	P.G.C SPS	Date : 25/06/2018	Page 14 sur 101
---	--	-----------	-----------------------------	-----------------

2.3. Dispositions prises pour limiter l'accès aux seules personnes autorisées

Chaque Entreprise devra désigner une personne responsable chargée de la diffusion de l'information préférentiellement le chargé de sécurité.

Le nom de ce responsable sera mentionné sur la fiche entreprise adressée au Maître d'ouvrage, Coordonnateur SPS, et au Maître d'Œuvre.

Chaque entreprise intervenante indiquera dans son PPSPS les dispositions qu'elle compte mettre en place (ou utiliser) pour assurer l'accueil et l'information des intervenants.

Le personnel des entreprises, y compris sous-traitants et travailleurs indépendants, devront prendre connaissance, dès leur arrivée, de l'organisation générale du chantier.

Se référer au registre du personnel de chaque entreprise consultable à tout moment sur le chantier. Le registre inclura également la photocopie de la dernière visite médicale.

En complément de points ci-dessus le Lot N°1 tiendra à jour quotidiennement un tableau reprenant les entreprises présentes sur site, la date de validation de son agrément, la date de l'Inspection Commune et la date de validation de son PPS PS. Ce tableau sera diffusé de manière hebdomadaire (ou sur demande) aux différentes Maîtrises, et CSPS.

L'ensemble du personnel portera des tenues de travail aux logos de leurs entreprises respectives. Chaque entrepreneur doit munir ses ouvriers du chantier d'un badge précisant le nom de leur entreprise et comportant une photo d'identité récente (selon modèle des "cartes d'identité du bâtiment" édité par la FNB).

Les autorisations d'accès sur le chantier doivent être limitées aux seules entreprises déclarées (y compris les sous-traitants) qui doivent établir la liste nominative du personnel intervenant.

2.4 Installations provisoires sur la voie

Nature	Caractéristiques	Implantation	Lot chargé de la mise en œuvre	Conditions d'entretiens
Clôture	Bardage de 2 m de haut jointif avec balisage lumineux	En limite de chantier, prendre en compte les plans fournis par le conducteur d'opération	Lot 1	Le Lot 1 sera chargé de cet entretien durant toute la durée des travaux.
Portes et portails	1 Portillon accès piétons 1 Portillon accès Spécifique FLS 1 Portail pour accès et sortie	À définir sur plan d'installation en fonction des demandes	Lot 1	Le Lot 1 sera chargé de cet entretien durant toute la durée des travaux.



Clôture zone hors chantier	Bardage de 2 m de haut jointif	En limite des travaux À adapter en fonction de l'avancement du chantier	Lot 1	Le Lot 1 sera chargé de cet entretien durant toute la durée des travaux.
Auvents / passage piéton couvert	À définir si besoin	À prévoir selon configuration des cantonnements et du chantier	Lot 1	Le Lot 1 sera chargé de cet entretien durant toute la durée des travaux.
Déviation véhicule Rétrécissement de chaussée Ralentisseurs	À définir si besoin en adéquation avec les services du CEA	À définir sur plan d'installation en fonction des demandes	Lot 1	Le Lot 1 sera chargé de cet entretien durant toute la durée des travaux.
Panneaux de signalisation Voies à créer	Panneaux de sortie de chantier. Chantier interdit, port du casque <u>Panneaux de chantier</u> <u>avertissant :</u> - d'éventuels gabarits à respecter, - de risques électriques, - de risques d'enfouissements, - de sens de circulation à respecter, - d'arrêt à marquer, - de vitesse à respecter...	À l'extérieur de part et d'autre des accès VL et PL	Lot 1	Le Lot 1 sera chargé de cet entretien durant toute la durée des travaux.
Parking VL	15 places minimum (Cheminement sécurisé,)	Près des cantonnements, sans traversée de voie.	Lot 1	Le Lot 1 sera chargé de cet entretien durant toute la durée des travaux.
Hommes Trafic	2 personnes permanentes	Entrée et sortie du chantier	Lot 1	Le Lot 1 sera chargé de cet entretien durant toute la durée des travaux.
Autres :	Déviation piétons	À l'extérieur de part et d'autre des accès VL et PL	Lot 1	Le Lot 1 sera chargé de cet entretien durant toute la durée des travaux..

	N° d'affaire : 035.91.18.00.179 Opération : FACTORY HUBS 91 191 GIF SUR YVETTE	P.G.C SPS	Date : 25/06/2018	Page 16 sur 101
---	---	------------------	------------------------------	------------------------

Le **Lot 1** devra mettre en place pendant les travaux une éventuelle déviation de la circulation piétonnière en fonction des exigences de l'autorisation donnée par les services concernés du CEA.

Cette déviation nécessite la création de "passages piétons" marqués à la peinture blanche sur la (les) rue(s). La prestation comprend :

- création des "passages piétons" à la peinture blanche,
- entretien des "passages piétons" pendant la durée du chantier,
- enlèvement des "passages piétons" en fin de chantier,
- remise en état de la (les) rue (s).

- *Dispositions à prendre pour les véhicules acheminant le personnel* : Sur une aire prévue à cet effet dans l'emprise du chantier.
- *Dispositions à prendre pour les stockages* : Les zones de stockages seront précisées sur les plans d'installations après acceptation de la M.O.A. / M.O.E. / C.S.P.S.

LIVRAISON ET STOCKAGE SUR CHANTIER DES MATERIAUX :

Les matériaux seront stockés sur les aires de stockage à la charge du **Lot 1**.

L'entreprise soumettra au visa du Maître d'Œuvre les plans d'ordonnancement de ces zones.

Tout dépassement des limites consenties est interdit. Le sol de la zone sera protégé si nécessaire et celle-ci sera ceinturée par une clôture selon les obligations du clos et indépendant.

Les entreprises établiront un plan de distribution intérieure (conteneurs, rack, déchargement, préfabrication etc....).

L'entreposage de produits ou de matériels dangereux devra faire l'objet d'une information préalable transmise au Maître d'Œuvre. Ces éléments seront reconnaissables, identifiés et stockés séparément dans un endroit prévu à cet effet et équipé de dispositifs de sécurité et de protections recommandés par le fabricant.

Les consignes à respecter et les dispositions particulières du fabricant, ainsi que les fiches de nuisances des produits et les moyens de protections collectives adaptés que l'entreprise se proposent de mettre en œuvre, seront précisées dans son PPSPS, communiqué au Coordonnateur SPS avant livraison de ces éléments sur le chantier.

Le stockage à l'intérieur du bâtiment sera soumis à l'autorisation du Maître d'œuvre avec conditions restrictives (nature, durée, emplacement, propreté, sécurité).

Sur simple injonction du Maître d'œuvre, chaque Entreprise doit évacuer les locaux du bâtiment construit dans lesquels les matériaux sont stockés et qui pourraient gêner la bonne marche du chantier.

La zone de stockage est indiquée sur le plan de chantier. La coordination des stockages sera assurée par le **Lot 1**.

	N° d'affaire : 035.91.18.00.179 Opération : FACTORY HUBS 91 191 GIF SUR YVETTE	P.G.C SPS	Date : 25/06/2018	Page 17 sur 101
---	---	------------------	------------------------------	------------------------

- ***Dispositions prises en cas de défaillances :***

Le coordonnateur SPS avise l'entreprise de la défaillance ou de la non application d'une mesure.

En cas de non-respect de la demande du coordonnateur SPS celui-ci avise le Maître d'Ouvrage de la défaillance ou de la non application d'une mesure par l'entreprise.

Une réunion est réalisée entre les différentes parties concernées afin d'analyser la ou les défaillance(s) et le ou les responsable(s) de cette défaillance.

Un accord est trouvé à l'issue de cette réunion.

En cas de non accord entre les parties, le Maître d'Ouvrage reste seul décideur.

	N° d'affaire : 035.91.18.00.179 Opération : FACTORY HUBS 91 191 GIF SUR YVETTE	P.G.C SPS	Date : 25/06/2018	Page 18 sur 101
---	--	-----------	-----------------------------	-----------------

3. MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANT

3.1. Voies et réseaux divers préalables aux travaux

Article R4533-1

Lorsque le montant d'une opération de construction de bâtiment excède 760 000 EUR, le chantier relatif à cette opération dispose, en un point au moins de son périmètre, d'une desserte en voirie, d'un raccordement à des réseaux de distribution d'eau potable et d'électricité, d'une évacuation des matières usées, dans des conditions telles que les locaux destinés aux travailleurs du chantier soient conformes aux dispositions qui leur sont applicables en matière de santé et de sécurité au travail.

Le maître d'ouvrage prend les mesures nécessaires, avant toute intervention des entrepreneurs et des sous-traitants sur le chantier dans les conditions prévues à la présente section.

Article R4533-2

Une voie d'accès au chantier est construite pour permettre aux véhicules et aux piétons de parvenir en un point au moins du périmètre d'emprise du chantier.

Cette voie est prolongée dans le chantier par d'autres voies permettant aux travailleurs d'accéder aux zones où sont installés les divers locaux qui leur sont destinés.

Les voies d'accès sont constamment praticables. Les eaux pluviales sont drainées et évacuées.

Ces voies sont convenablement éclairées.

Article R4533-3

Le raccordement à un réseau de distribution d'eau potable est réalisé de manière à permettre une alimentation suffisante des divers points d'eau prévus dans les locaux destinés aux travailleurs.

Article R4533-4

Le raccordement à un réseau de distribution électrique permet de disposer d'une puissance suffisante pour alimenter les divers équipements et installations prévus dans les locaux destinés aux travailleurs.

Article R4533-5

Les matières usées sont évacuées conformément aux règlements sanitaires en vigueur. Et conformément aux réglementations particulières en vigueur sur le site du CEA

	N° d'affaire : 035.91.18.00.179 Opération : FACTORY HUBS 91 191 GIF SUR YVETTE	P.G.C SPS	Date : 25/06/2018	Page 19 sur 101
---	---	------------------	------------------------------	------------------------

Article R4533-7

Les dérogations du directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle sont accordées sous réserve de la mise en œuvre de mesures compensatrices d'hygiène et de sécurité.

Elles sont prises après consultation de l'Organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics.

Elles fixent la durée de leur application.

L'Entrepreneur utilisant des engins ou appareils bruyants est tenu de prendre toutes les précautions nécessaires afin de respecter les limites réglementaires, en particulier :

- L'ordonnance du 8 Décembre 1970, concernant les marteaux piqueurs,
- Le décret du 18 Avril 1969, concernant l'insonorisation des engins de chantier,
- L'arrêté du 4 Novembre 1975, concernant le brise-béton et les marteaux piqueurs,
- L'arrêté du 26 Novembre 1975, concernant les groupes électrogènes de soudage,
- L'arrêté du 10 Décembre 1975, concernant les groupes électrogènes de puissance,
- L'arrêté du 11 Avril 1972, concernant les moteurs à explosion ou à combustion interne et les groupes moto-compresseurs.

Le niveau sonore engendré par les travaux ne devra pas dépasser le bruit de fond.

Le bruit de fond retenu étant le seuil de décibel audible habituellement de jour, dans des conditions normales en pied des bâtiments proche du chantier.

Des dispositions spécifiques contre le bruit du chantier et notamment lors de certain travaux devront être prises en particulier.

Celles-ci seront à définir conjointement avec la Maîtrise d'ouvrage et la Maîtrise d'œuvre durant l'exécution selon les contraintes locales tolérées.

	N° d'affaire : 035.91.18.00.179 Opération : FACTORY HUBS 91 191 GIF SUR YVETTE	P.G.C SPS	Date : 25/06/2018	Page 20 sur 101
---	--	------------------	-----------------------------	------------------------

1/ Alimentation électrique

ELECTRICITE	
<u>Localisation</u> : À définir ultérieurement et sur plan d'installation + force	<u>Planification du raccordement</u> : Avant la mise en œuvre des installations de chantier. RDV avec les Services du centre ou ERDF à prévoir en fonction du point de raccordement.
<u>Entreprise chargée du raccordement</u> : Lot 2	

2/ Alimentation en eau

Le Lot 1 réalisera une alimentation en eau à partir du réseau d'eau existant au plus proche du site. Il devra réaliser à partir de cette alimentation la distribution en eau de toutes les installations de chantier (bungalows, sanitaires, réfectoires)

Avant sa mise en service, cette installation sera contrôlée.

Le Lot 1 devra le maintien de ses installations en bon état de marche.

Les alimentations en eau seront parfaitement calorifugées.

Article R4533-3

Le raccordement à un réseau de distribution d'eau potable est réalisé de manière à permettre une alimentation suffisante des divers points d'eau prévus dans les locaux destinés aux travailleurs

EAU	
<u>Localisation</u> : À définir ultérieurement et sur plan d'installation	<u>Planification du raccordement</u> : Préalablement à la mise en œuvre des cantonnements.
<u>Entreprise chargée du raccordement</u> : Lot 1	

3/ Évacuation des eaux usées

Il est prévu **au Lot 1** la mise en place des évacuations de manière définitive selon la réglementation en vigueur dans la commune et en conformité avec la réglementation du travail (Code du travail sur les installations de chantier). Une interface importante est à prévoir pour

	N° d'affaire : 035.91.18.00.179 Opération : FACTORY HUBS 91 191 GIF SUR YVETTE	P.G.C SPS	Date : 25/06/2018	Page 21 sur 101
---	---	------------------	------------------------------	------------------------

connaître les réseaux utilisés à cette fin (Deux réseaux distinct d'évacuation des eaux prévues à ce jour, **Un pour le Bâtiment, un pour la base-vie**).

Article R4533-5

Les matières usées sont évacuées conformément aux règlements sanitaires en vigueur.

EAUX USEES	
<u>Localisation</u> : À définir ultérieurement	<u>Planification du raccordement</u> : Préalablement à la mise en œuvre des cantonnements.
<u>Entreprise chargée du raccordement</u> : Lot 1	

4/ Drainage et évacuation des eaux de pluies

Les Eaux de ruissellement et de pluie seront drainées et évacuées dans les réseaux prévus à cet effet, après leurs passages par un bac de décantation adapté.

En Aucun cas les eaux de lavages des Camions Toupie ne devront être de rejetées dans le réseau d'eaux pluviales.

5/ Lave bottes

Le **Lot 1** devra la mise en place des laves bottes en nombres suffisant répartis devant les bungalows et bureau des Maitrises d'ouvrage et d'Œuvre.

Dès le démarrage des travaux de second Œuvre, d'autres devront être installés par **le Lot 1**, au droit des différentes entrées du bâtiment pour limiter les salissures.

Ce réseau d'alimentation en eau sera lui aussi calorifugé.

6/ Nettoyage des voiries / Débourbeur

Le Lot 1, dès le démarrage des travaux de décapage du terrain devra mettre en place un système efficace de nettoyage des véhicules sur une aire de lavage, puis un débourbeur raccordé à un système de décantation (L'évacuation des eaux résiduelle se fera dans les réseaux en fonction des préconisations du CEA).

Le passage de balayeuses sera à prévoir (fréquences de passage suivant état du chantier et conditions climatique) en complément de l'utilisation du débourbeur, sur les voies publiques et privée du CEA, et sur les voies internes au chantier si nécessaire

Le Lot 1, dès son arrivée sur le chantier, reprendra et complétera cette installation si besoin.

Le passage des balayeuses restera d'actualité autant que la nécessité l'imposera.

	N° d'affaire : 035.91.18.00.179 Opération : FACTORY HUBS 91 191 GIF SUR YVETTE	P.G.C SPS	Date : 25/06/2018	Page 22 sur 101
---	---	------------------	--------------------------	------------------------

7/ Nettoyage des Camions Toupies

Le Lot 1 prendra à sa charge la mise en place des bacs de rétention des eaux de lavages issues du nettoyage des toupies et des bennes à béton.

3.2. Cantonnements

Bungalows de chantier

Locaux vestiaires :

Les armoires, chauffantes, devront être composées de deux compartiments distincts de 30 cm .1 pour la tenue de ville et 1 pour la tenue de travail.

Le nombre de places assises correspondront aux nombres de vestiaires tout en conservant une superficie égale ou supérieure à 1,25 m² par armoire double.

Les vestiaires comme tous les autres bungalows seront chauffés et climatisés.

Locaux sanitaires

Les sanitaires seront installés et raccordés avant le début des travaux.

Le nombre de postes d'eau sera défini suivant la base d'un point d'eau chaude et froide pour 5 personnes.

L'eau sera potable et à température réglable.

Il sera prévu des WC à la turque et des urinoirs avec chasses d'eau, sur la base d'un WC et d'un urinoir pour 20 personnes. Un WC, au moins, devra comporter un poste d'eau.

Un passage de 0,80 m au minimum sera aménagé autour de chaque appareil. Les canalisations des cantonnements devront être installées "hors gel".

Les douches (1 pour 8 personnes) comporteront individuellement :

- une porte pleine,
- un sas de déshabillage équipé d'un siège et de patères
- un rideau de séparation

Ces locaux devront être correctement éclairés, aérés, désinfectés et chauffés. De même, le nettoyage et la désinfection de ceux-ci devra être effectué au moins une fois par jour par l'entreprise principale.

Local réfectoire

La surface totale à prévoir sera calculée en prenant comme base 1,50 m² minimum par personne.

Ce local devra être correctement chauffé, éclairé, aéré et disposé d'un chauffe-gamelles électrique, d'un réfrigérateur et d'un évier

	N° d'affaire : 035.91.18.00.179 Opération : FACTORY HUBS 91 191 GIF SUR YVETTE	P.G.C SPS	Date : 25/06/2018	Page 23 sur 101
---	---	------------------	--------------------------	------------------------

muni d'un réfrigérateur et d'un évier muni d'un robinet d'eau potable, fraîche et chaude.

Alimentation en eau et évacuation des eaux usées des cantonnements

Les ensembles de douche et lavabos devront être pourvus d'un réseau d'alimentation hors gels en eau froide et eau chaude, y compris chauffe-eau nécessaire et robinets.

Les ensembles de WC ou urinoir devront être pourvus d'un réseau d'alimentation en eau froide.

Le **Lot 1** prendra en compte la fourniture, l'installation, les raccordements, les abonnements et la location. Ils seront dimensionnés selon l'effectif du chantier et des entreprises sous-traitantes.

Il sera transmis, par Le **Lot 1** un plan d'implantation et d'agencement des locaux à soumettre au Maître d'Œuvre et au coordonnateur SPS pour visa.

Les installations de chantier devront être mises en place durant la période de préparation de chantier.

Le nettoyage et l'entretien quotidien de tous ces locaux sont à la charge du **Lot 1** jusqu'à la réception définitive.

Les installations de chantier resteront donc en fonctionnement jusqu'à cette date.

Les vestiaires, sanitaires et réfectoires devront être accolés et assurer une circulation intérieure chauffée et ventilée d'un local à l'autre.

Ceux-ci devront être placés judicieusement pour faciliter leurs retraits en fin de chantier.

Le retrait des cantonnements ne sera envisageable qu'en phase réception de la totalité des travaux de tous corps d'état.

ATTENTION ! Les installations de chantiers doivent tenir et prendre en compte la possibilité de la présence de personnel féminin sur site, et l'aménagement des vestiaires et sanitaires en fonction de leurs nombres communes prévu à l'article : R 4228-10 et R 4228-5.

En fonction des éléments du planning, cette installation pourra être réalisée en plusieurs phases (GO/SO/CET), le délai d'extension ne pourra excéder 15 jours après demande.

L'installation primaire ne pourra être inférieure à une capacité d'accueil de 25 personnes.

Plan d'installation de chantier et Plan de circulation Piétonnier du chantier :

Le Lot 1, pour les travaux de terrassement, devra représenter les éléments suivants :

- Zone de stationnement véhicules salariés,
- Zone de stationnement véhicules chantier,
- Zone tampon de stationnement,
- Zone de stockage des terres des entreprises,
- Aires de manœuvre,
- Les différents phasages des travaux-

	N° d'affaire : 035.91.18.00.179 Opération : FACTORY HUBS 91 191 GIF SUR YVETTE	P.G.C SPS	Date : 25/06/2018	Page 24 sur 101
---	---	------------------	------------------------------	------------------------

Le Lot 1 devra représenter les éléments suivants :

- a) L'emplacement des bureaux de chantier.
- b) L'emplacement éventuel des centrales à bétons avec leurs stockages d'agréats, des ateliers de ferrailage, de préfabrication et de coffrage.
- c) L'emplacement des voies de grues avec indication des périodes de travail et des périodes de transferts et leurs limites de rotations avec leurs charges utiles en rayons.
- d) L'emplacement des monte matériaux s'il y a lieu
- e) Les baraquements de stockage du matériel, des matériaux et des éléments préfabriqués de chaque entreprise, avec les surfaces de stockage à l'air libre ainsi que les parcs a acier, s'il y a lieu.
- f) Les transformateurs de chantier, les supprimeurs s'il y a lieu et les réservoirs d'eau.
- g) Les schémas de branchements provisoires d'eau et d'électricité.
- h) Les bureaux de gardiennage de chantier (si besoin)
- i) Les installations obligatoires destinées au personnel (vestiaires, réfectoires, sanitaires, douches...)
- j) La voirie provisoire de secondaire, tant pour la circulation des véhicules que pour celle des piétons, ainsi que les accès, avec indication éventuelle des sens obligatoires.
- K) L'emplacement des points lumineux pour l'éclairage provisoire du chantier, des clôtures et des accès aux bureaux
- l) L'emplacement du ou des postes provisoires de lutte contre l'incendie.
- m) L'emplacement des parkings provisoires
- n) Les zones de mise en dépôt provisoire des terres végétales et de déblais en attente de réemploi pour les remblais.
- o) Tous les détails non énumérés ci-dessus, mais que les entreprises jugeraient bon d'ajouter pour la facilité de leurs installations
- p) Il est spécifié que tout branchement d'installation de bétonnage ou de préfabrication (béton, plâtre...) sur le réseau d'égout devra s'effectuer nécessairement par l'interposition de bacs décanteurs qui seront régulièrement entretenus.

Exploitation du site :

À tout moment le personnel travaillant sur le chantier devra pouvoir être identifié d'une façon visible (le port du casque estampillé ou marqué du nom de l'entreprise est obligatoire ainsi que le badge et pour des baudriers.

Les engins de chantier seront équipés de gyrophares et de systèmes sonores de recul.

Zones de stockage et d'entreposage

Prestation à la charge du **Lot 1**

Il soumettra au visa du Maître d'Œuvre et au CSPS les plans d'ordonnancement de ces zones.

Tout dépassement des limites consenties est interdit. Le sol de la zone sera protégé si nécessaire et celle-ci sera ceinturée par une clôture. Le titulaire établira un plan de distribution intérieur (conteneurs, rack, déchargement, préfabrication etc...).

	N° d'affaire : 035.91.18.00.179 Opération : FACTORY HUBS 91 191 GIF SUR YVETTE	P.G.C SPS	Date : 25/06/2018	Page 25 sur 101
---	---	------------------	------------------------------	------------------------

L'entreposage de produits ou de matériels dangereux devra faire l'objet d'une information préalable transmise au Maître d'œuvre, au Maître d'Ouvrage et au CSPS. Ces éléments seront reconnaissables, identifiés et stockés séparément dans un endroit prévu à cet effet et équipé de dispositifs de sécurité et de protections recommandés par le fabricant. (A la charge du Lot 1)

Les produits pétroliers seront au minimum stockés dans des cuves avec un bac de rétention ou dans des cuves à doubles parois. De plus, chaque lot devra posséder sur site un Kit anti-pollution de secours.

Les différents polluants seront stockés dans une aire déterminée à l'avance et spécifiés sur le plan d'installation.

Les consignes à respecter et les dispositions particulières du fabricant, ainsi que les fiches de données sécurité des produits et les moyens de protection collective adaptés que l'entreprise se propose de mettre en œuvre, seront précisés dans son PPSPS, communiqué au Coordonnateur SPS avant livraison de ces éléments sur le chantier.

Rangement du matériel :

Durant les périodes d'inactivité (soir, week-end, Férié, etc....), tous les accès au chantier seront fermés et l'entrepreneur veillera à mettre à l'abri tous les outils et matériels.

Les installations de chantier seront opérationnelles avant tout démarrage des travaux et elles le demeureront pour toute la durée du chantier.

Les zones de magasins et ateliers, seront délimitées en accord avec le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Œuvre et le Coordonnateur SPS.

Les besoins seront détaillés dans les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.).

Le plan d'installation de chantier, fait par l'entreprise titulaire, sera établi durant cette période. Il comprendra notamment

- les zones à protéger et à isoler durant les travaux,
- le détail des installations sanitaires, réfectoire, vestiaires, compris branchements,
- l'implantation des moyens d'accès, les protections périmétriques, le positionnement de la ou des palissade(s),
- les accès réservés au personnel de chantier,
- les points de branchements des fluides,
- les cheminements des fluides,
- les zones de stockages, avec, si nécessaire, une zone spécifique de stockage de produits dangereux,
- l'implantation des engins de levage et les protections périmétriques,
- les zones réservées à tout moment à l'accès des véhicules de secours (pompiers, SAMU).
- l'implantation de la grue ou des grues ainsi que les limites de survol des charges zone autorisées ou non autorisées,
- la zone d'implantation de la ou des bennes d'évacuation des déchets, gravois du chantier,
- la zone de nettoyage des roues des engins et/ou véhicules avec bac de décantation.

Les points de branchements des fluides seront indiqués par le Maître d'Œuvre.

	N° d'affaire : 035.91.18.00.179 Opération : FACTORY HUBS 91 191 GIF SUR YVETTE	P.G.C SPS	Date : 25/06/2018	Page 26 sur 101
---	---	------------------	------------------------------	------------------------

Les réseaux de fluides d'alimentation du chantier, ainsi que leur cheminement et leur pénétration dans les zones de travaux, seront décrits de façon précise dans le PPSPS de l'entreprise.

Toutes les prescriptions édictées dans le CCAP et CCTP seront scrupuleusement respectées.

Schéma d'organisation et de suivi des déchets :

Les entreprises doivent fournir un document qui sera soumis au visa du Maître d'Œuvre pendant la période de préparation dans lequel elles s'engagent sur :

- Les centres de stockages ou centres de regroupement ou unités de recyclage vers lesquels seront acheminés les différents déchets à évacuer.
- Les méthodes qui seront employées pour ne pas mélanger les différents déchets.
- Les moyens de contrôles, de suivi et de traçabilité qui seront mis en œuvre pendant les travaux
- Les matériaux, déchets et gravats impropres à une réutilisation sur le site doivent être évacués au fur et à mesure de l'avancement du chantier.

Pour ceux destinés à être réutilisés, ils devront être stockés impérativement dans l'enceinte du chantier. Les zones de stockages seront indiquées sur le plan d'installation de chantier en fonction de leur nature.

Dispositions Générales : A réaliser pour 25 personnes au démarrage et à modifier selon le nombre d'intervenants sur site

Description Nature	Dimensionnement	Localisation	Aménagements complémentaires	Lot chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien	Répartition des frais
Vestiaires	1,25M2 / pers. Soit 32 m²	Selon plan d'installation du chantier	Extension selon effectif	Lot 1	Lot 1	Compte prorata
Réfectoires	1,50M2 / pers. soit 38.00m²	Selon plan d'installation du chantier	Extension selon effectif	Lot 1	Lot 1	Compte prorata
Sanitaires	1 point eau chaude et froide pour 5 personnes soit 5 robinets EC/EF Urinoir 4u WC T 3u WC C 1mini (Femme)	Selon plan d'installation du chantier	Extension selon effectif	Lot 1	Lot 1	Compte prorata
Bureaux		Selon plan d'installation du chantier	Sans objet	Lot 1	Lot 1	Compte prorata
1 salle de réunion:(30m²) Comprenant les étagères et armoires, ainsi que les sanitaires attenants. sanitaires h/f : 1u						
Consommation - eau - électricité - téléphone	1 postes +fax	Bureau chef de chantier et Salle de réunion	Extension en fonction agrandissement	Lot 1	Lot 1	Compte prorata
Lave botte	1 pour 15 Ω	Entrée des vestiaires et bureaux	Au droit de chaque entrée du bâtiment en phase SO	Lot 1	Lot 1	Lot Gros-Œuvre

- Le Lot 1 mettra à disposition des visiteurs les EPI nécessaires pour les visites de chantier.
Casques – Bottes (10u)

	N° d'affaire : 035.91.18.00.179 Opération : FACTORY HUBS 91 191 GIF SUR YVETTE	P.G.C SPS	Date : 25/06/2018	Page 28 sur 101
---	---	------------------	------------------------------	------------------------

Gilets fluo (10u)
 Sur-chaussures (100u)
 Chaussures de sécurité (10u)
 Lampes de poches ou frontales (10u)

La base vie sera composée de 4 zones différentes telles que décrites ci-dessous :

- Une zone administrative ;
- Une zone sanitaire ;
- Une zone vestiaire ;
- Une zone réfectoire

Attribution des cantonnements aux entreprises

Les entreprises devront obligatoirement s'adresser au titulaire du Lot 1 pour leurs besoins de bureaux et magasins. Ces installations sont à leur charge exclusive. Leur implantation devra être soumise pour validation préalable à la Maîtrise d'Œuvre et aux coordonnateurs SPS et OPC.

Vérification de l'installation électrique :

Le **Lot 1** fera contrôler ces installations par un bureau de contrôle agréé, avant mise en service, conformément aux dispositions du Décret du 14 Novembre 1988.

La mise sous tension sera réalisée seulement après vérification de la conformité de l'installation.

3.3. CHANTIER A FAIBLE IMPACT ENVIRONNEMENTAL

Lors de la phase de préparation, devront être fournis par le Lot 1 pour ses différents travaux :

- **Présentation des moyens de suivis :**
 - Localisation des comptages (Eau, électricité)
 - Fiches de relevé ou tableau de suivi
 - Suivi des déchets par typologie
 - Mise en place d'un classeur sur site pour archiver les suivis ci-dessus ainsi que les compte rendus HQE
 - Mise en place d'un classeur pour l'archivage des fiches entretien maintenance et les annexes (FDES, PEP, fiches produit, FDS ...)
 - Tableau des interlocuteurs environnementaux par lots
 - Charte chantier signée
 - Précisions concernant le tri des déchets :
 - Cahier des charges du centre de gestion des déchets
 - Cahier des charges du transporteur

	N° d'affaire : 035.91.18.00.179 Opération : FACTORY HUBS 91 191 GIF SUR YVETTE	P.G.C SPS	Date : 25/06/2018	Page 29 sur 101
---	--	------------------	-----------------------------	------------------------

-Le PIC (Plan d'Installation du Chantier)

- **Suivi des terres (bordereaux et tableaux de synthèse)**

Conformément aux exigences du CEA, un Bordereau d'Évacuation CEA (BE) à destination du CEA sera rempli pour toute évacuation de déchets propres au CEA Saclay, essentiellement les terres, les déchets verts et les gravats, afin d'assurer la traçabilité de leur évacuation.

Ce BE pourra être hebdomadaire par type de déchets et pour un même exutoire. Il sera géré par le responsable environnement du lot Gros-Œuvre qui le diffusera une fois par semaine au responsable HQE du MOE et au MOA.

Il renseignera un registre recensant l'ensemble des évacuations qui contiendra les informations suivantes :

Nature des déchets,

Quantité,

Date d'évacuation,

Transporteur,

Exutoire (société destinataire du déchet),

Pesée exutoire.

Il fournira au MOA les documents réglementaires concernant les transporteurs des déchets et les exutoires.

Lors de la phase de préparation, devront être fournis par chaque Entreprise Titulaire :

- **Présentation des moyens de suivis :**

-Suivi des déchets par typologie

-Mise en place d'un classeur sur site pour archiver les suivis ci-dessus ainsi que les compte rendus HQE

-Mise en place d'un classeur pour l'archivage des fiches entretien maintenance et les annexes (FDES, PEP, fiches produit, FDS ...)

-Tableau des interlocuteurs environnementaux par lots

-Charte chantier signée

-Précisions concernant le tri des déchets :

-Cahier des charges du centre de gestion des déchets

-Cahier des charges du transporteur

3.4. NETTOYAGE DE CHANTIER

Gestion des déchets

Les entreprises seront tenues de se référer à tous les textes réglementaires et recommandations en vigueur.

Catégories de déchets de chantier

Les déchets de chantier se répartissent réglementairement suivant ces cinq catégories :

	N° d'affaire : 035.91.18.00.179 Opération : FACTORY HUBS 91 191 GIF SUR YVETTE	P.G.C SPS	Date : 25/06/2018	Page 30 sur 101
---	---	------------------	------------------------------	------------------------

- **Les Déchets Inertes (DI),**
- **Les Déchets Industriels Banals (DIB),**
- **Les Déchets Dangereux (DD),**
- **Les Déchets d'Emballages (DE),**
- **Les Ordures Ménagères (OM).**

Le **Lot 1** aura à sa charge toutes les manipulations, transports et évacuation vers une décharge de son choix.
2 bennes vides devront toujours être disponibles sur la zone de chantier.

Les déchets devront être évacués quotidiennement que ce soit dans les zones chantier où les zones d'installation de chantier.

Le **Lot 1** sera particulièrement exigeante vis-à-vis de son fournisseur de béton prêt à l'emploi, concernant le nettoyage des camions malaxeurs pour lesquels s'appliquent les dispositions de décantage des eaux de lavage (pas de pollution des sols ou des réseaux par de la laitance de ciment).

Tout au long du projet, chaque entreprise présente sur le chantier est responsable du devenir de ses déchets.

La responsabilité d'une entreprise peut être engagée lorsqu'un problème de pollution apparaît chez un récupérateur ou un exploitant d'installation de traitement / stockage dont l'origine est imputable au déchet en question. Cela est vérifié lorsqu'une entreprise :

- **Confie un déchet sans informer explicitement le récupérateur de ses caractéristiques et de sa nocivité,**
- **Livre un déchet non conforme aux échantillons testés avant la transaction avec l'éliminateur.**

L'entreprise en charge de la gestion des déchets devra fournir les informations sur l'entreprise d'enlèvement des déchets et le traitement des déchets (taux de valorisation de déchets).

Les interdictions sur le chantier

Les principales interdictions sont :

- **L'abandon** (*article L.541-3 du Code de l'Environnement*) sous couvert d'une cession à titre gratuit ou onéreux réprimandé par une amende 4 500 €,
- **Le brûlage**, notamment des déchets dangereux d'emballage et ménagers, et par conséquent, les feux de chantier (*article L.541-25 du Code de l'environnement*) avec une amende de 450€,

	N° d'affaire : 035.91.18.00.179 Opération : FACTORY HUBS 91 191 GIF SUR YVETTE	P.G.C SPS	Date : 25/06/2018	Page 31 sur 101
---	---	------------------	--------------------------	------------------------

- **Certains mélanges** (et notamment ceux des déchets d'emballages pour lesquels s'applique une obligation de valorisation dans certains cas, cf. *Décret n°94-609* de juillet 1994 ; et des déchets dangereux avec les autres déchets),
- **L'interdiction d'enfouissement** des déchets bruts depuis le 1er juillet 2002 (*article L.541-24 du Code de l'Environnement*) sanctionné par une amende qui peut s'élever à 75 000 € et la peine d'emprisonnement à 1 an.

Schéma d'organisation et de suivi des déchets :

Les entreprises doivent fournir un document qui sera soumis au visa du Maître d'Œuvre pendant la période de préparation dans lequel elles s'engagent sur :

- Les centres de stockages ou centres de regroupement ou unités de recyclage vers lesquels seront acheminés les différents déchets à évacuer.
- Les méthodes qui seront employées pour ne pas mélanger les différents déchets.
- Les moyens de contrôles, de suivi et de traçabilité qui seront mis en œuvre pendant les travaux
- Les matériaux, déchets et gravats impropres à une réutilisation sur le site doivent être évacués au fur et à mesure de l'avancement du chantier.

Pour ceux destinés à être réutilisés, ils devront être stockés impérativement dans l'enceinte du chantier. Les zones de stockages seront indiquées sur le plan d'installation de chantier en fonction de leur nature.

Nettoyage et entretien des abords du chantier

Toutes les entreprises devront prendre les mesures nécessaires pour effectuer le nettoyage et la maintenance des abords permettant le maintien des contours du chantier dans un état de propreté irréprochable.

L'entretien sera quotidien. Il sera à renforcer en fonction des éléments climatique, des travaux de terrassement par exemple.

Le **Lot Gros-Œuvre** devra le nettoyage de la voie d'accès au chantier.

Pour limiter les nuisances de poussières et de salissures des voies publiques, les voies à l'intérieur de l'emprise du chantier seront régulièrement arrosées en période sèche et nettoyées en toute période.

Le Maître d'Œuvre se réserve le droit de faire réaliser ces prestations par une entreprise autre que celle du titulaire du marché en cas de manquement de cette dernière, constaté par lui/ou le coordonnateur SPS et ce aux frais de l'entreprise concernée.

Moyens mis en œuvre caractéristique	Localisation	Phasage	Lot chargé de la mise en place et de l'entretien	Répartition des frais
-------------------------------------	--------------	---------	--	-----------------------

	N° d'affaire : 035.91.18.00.179 Opération : FACTORY HUBS 91 191 GIF SUR YVETTE	P.G.C SPS	Date : 25/06/2018	Page 32 sur 101
---	---	------------------	------------------------------	------------------------

Bennes à gravois pour tri sélectif	À définir	Dès l'installation de chantier	Lot 1	Compte prorata
Bennes à gravois Spécifique	À définir	Dès l'intervention du lot cloison doublage	Lot 4	Lot 4
Personne responsable du tri des déchets	A définir	Dès le démarrage du chantier	Lot 1	Lot 1
Poubelles Ménagères	À chaque niveau aux point d'accès	Dès le démarrage du chantier	Lot 1	Lot 1
Nettoyage des véhicules	Aire de lavage à définir selon besoin	Dès l'installation de chantier	Lot 1	Lot 1
Nettoyage final du chantier	Toutes zones	Selon OPC	Lot 4	Lot 4
Nettoyage Bimensuel	Toutes Zones	Bimensuel	Lot 1	Lot 1

	N° d'affaire : 035.91.18.00.179 Opération : FACTORY HUBS 91 191 GIF SUR YVETTE	P.G.C SPS	Date : 25/06/2018	Page 33 sur 101
---	--	-----------	-----------------------------	-----------------

4. ELECTRICITE DE CHANTIER

4.1. Force

Principe général :

Les démarches de raccordement provisoire de chantier auprès des Services du CEA seront réalisées par le lot n°1, ce dernier prendra à son compte la mise en place du tableau général basse tension pour le chantier, comprenant :

1 départ de grues

1 départ pour éclairage général et Coffrets de chantier

1 départ pour la base vie (MOE, entreprises...)

4.1.1. Installations primaires (alimentation des cantonnements et des engins de levage)

Réalisé par le Lot 1

- **Description : Depuis le TGBT nommé ci-dessus**

Coffrets type 392.29 de LEGRAND ou équivalent, équipé avec :

- 1 disjoncteur différentiel 4x40A haute sensibilité 30mA,
- 1 prise 3P+T20A protégée par disjoncteurs tripolaires,
- 4 prises 2P+T 10/16A protégées par disjoncteurs bipolaires,
- 1 voyant de mise sous tension,
- 1 bouton d'arrêt d'urgence.
- Vérification périodique par organisme agréé : Bureau de contrôle

4.1.2. Installations secondaires

Le Lot 1 réalisera une installation électrique de chantier (armoires / coffrets de chantier / éclairage de circulation/ éclairage de secours ...)

Coffrets divisionnaires type 392.28 de chez LEGRAND ou similaire, équipés de 6 prises 2x10/16A avec le disjoncteur de protection, disposés tous les 25m, dans les circulations du bâtiment et deux coffrets en extérieur.

Prolongateurs > 25m interdit.

Éviter tout passage de câbles au sol.

Les appareils d'éclairage seront de type fluorescent de classe II IP44 IK08 protégés par disjoncteur différentiel.

	N° d'affaire : 035.91.18.00.179 Opération : FACTORY HUBS 91 191 GIF SUR YVETTE	P.G.C SPS	Date : 25/06/2018	Page 34 sur 101
---	---	------------------	------------------------------	------------------------

Ces appareils d'éclairage devront être situés dans les parties communes (circulations verticales et horizontales) et tous les locaux.

Le Lot 1 devra l'entretien de ces équipements, le remplacement d'ampoules autant que de besoin, les compléments demandés par le coordonnateur SPS.

Cette installation devra être réalisée par du personnel qualifié et habilité. Avant sa mise en service, cette installation sera contrôlée **par un bureau de contrôle indépendant.**

4.2. Éclairage

Dispositions générales :

Valeurs minimales d'éclairement des locaux affectés au travail (Article R.232-7-2 du Code du Travail) :

- Voies de circulation intérieure : 40 lux
- Locaux de travail / vestiaires et Sanitaires : 120 lux
- Locaux aveugles affectés à un travail permanent : 200 lux
- Voies de circulation extérieure : 10 lux
- Espaces extérieurs où sont effectués des travaux à caractère permanent : 40 lux.

Ces valeurs étant prises au niveau du sol.

L'éclairage de chantier devra être adapté suivant les valeurs d'éclairement ci-dessus.

Éclairage équipé de dispositif de protection, éclairage de balisage.

Appareillage avec IP fonction des lieux d'installation.

L'éclairage nécessaire aux postes de travail spécifiques sera à la charge des entreprises concernées.

Dans ce cas elles utiliseront des appareils d'éclairage conforme aux normes. Les projecteurs halogène seront sur pied ou mât munis d'une protection contre les rayonnements ultraviolets et contre les chocs mécaniques.

Les appareils d'éclairage seront obligatoirement branchés sur les coffrets de distribution de chantier, au même titre que l'ensemble des installations demandant une source d'énergie électrique.

Les fileries électriques seront protégées mécaniquement afin d'éviter tout sectionnement par des engins ou matériels.

Éclairage de chantier à mettre en œuvre dans tous les locaux ne disposant pas d'un niveau d'éclairement de 150 lux minimum ainsi que dans les circulations de chaque étage y compris sous-sol.

Installations d'éclairage équipées de dispositif d'éclairage de sécurité de balisage.

	Description	Lot chargé de la mise en œuvre et de l'entretien	Vérification périodique par organisme agréé
cantonnement	Luminaires étanches	Lot 1	Tous les ans ou à chaque modification
Éclairage de secours cantonnement	Balisage des circulations par blocs autonomes 60 lumens d'autonomie 1H00.	Lot 1	Tous les ans ou à chaque modification
Éclairage extérieur	Projecteurs halogène étanches, mâts d'éclairage etc...	Lot 1	Tous les ans ou à chaque modification
Poste de travail	Projecteurs halogène étanches + protection mécanique	Tous les lots	Journalier
Circulations intérieures	Luminaires étanches	Lot 1	Tous les ans ou à chaque modification

Électroportatif

Les câbles utilisés correspondront aux normes actuellement en vigueur et seront protégés par des dispositifs présentant toute garantie de tenue. Les réseaux devront être parfaitement protégés et signalés comme il se doit et spécialement au niveau des circulations. Toutes les prises de courant seront reliées au circuit "TERRE", Les câbles électriques seront du type et/ou caractéristiques réglementaires. Les baladeuses seront conformes aux dispositions de la norme en vigueur. Elles comporteront une poignée isolante et un panier. Les prises et fiches domestiques seront interdites, seuls les bouchons s'adaptant aux prises montées sur les armoires de branchements sont autorisés.

L'outillage portatif électrique devra être en bon état, il sera obligatoirement :

- **ou de classe III TBT (tension nominale inférieure à 50 volts),**
- **ou de classes II à double isolation.**

	N° d'affaire : 035.91.18.00.179 Opération : FACTORY HUBS 91 191 GIF SUR YVETTE	P.G.C SPS	Date : 25/06/2018	Page 36 sur 101
---	---	------------------	------------------------------	------------------------

5. ORGANISATION DES MANUTENTIONS ET DES MOYENS DE LEVAGE

5.1. Description

Limitation des manutentions manuelles

Depuis les dispositions entrées en vigueur le 01/01/1993, la réglementation ne se borne plus à fixer des limites chiffrées de port des charges

(55 kg), mais oriente les principes de prévention liés à la manutention manuelle, à savoir :

- on doit prioritairement éviter le recours à la manutention manuelle
- si le recours à la manutention manuelle ne peut être évité, on doit chercher à limiter l'effort physique et à réduire au maximum les risques encourus par les opérateurs.

Évaluer les risques :

- Poids de la charge
- Effort physique requis, caractéristiques du milieu de travail, fréquence, distances et durées des manutentions.

Organiser les postes de travail :

- Dans le P.P.S.P.S., prévoir par exemple, les méthodes d'approvisionnement et les techniques de travail.
- En fournissant des aides mécaniques ou, à défaut, des accessoires de prévention

Informers les opérateurs :

- Centre de gravité de la charge
- Risques encourus lorsqu'il y a mauvaise manœuvre
- Le poids de la charge ne doit pas dépasser 55 kg de manière habituelle

Former les opérateurs :

- Gestes et postures
- Protections individuelles

Suivant les phases de travaux, l'absence de grue sur le chantier ne devra, en aucun cas, générer des manutentions manuelles contraires à la loi. Les camions de livraison devront être auto-déchargeables. Des engins mécaniques devront être prévus pour distribuer matériels et matériaux.

	N° d'affaire : 035.91.18.00.179 Opération : FACTORY HUBS 91 191 GIF SUR YVETTE	P.G.C SPS	Date : 25/06/2018	Page 37 sur 101
---	---	------------------	------------------------------	------------------------

D'autre part, il est rappelé aux entreprises que l'accès aux zones de stockage près du chantier présente des difficultés pour les véhicules longs. Si besoin est, les entreprises s'équiperont d'engins mécaniques de manutention (transpalettes, diables etc. ...) afin d'éviter toute manutention manuelle excessive.

Fractionnement des charges

Le port manuel des charges ne peut être totalement éliminé du poste de livraison au reste du travail. Les matériaux seront distribués niveau par niveau le moins loin des aires d'exploitation par différentes répartitions sur le plateau. Les aides mécaniques seront à définir au cas par cas, en tenant compte des réalités des avancements de chantier. Des accessoires spécifiques seront adaptés à la nature des manipulations. La généralisation du regroupement des charges sous forme de colis est à adopter systématiquement pour le chantier.

Dispositions générales :

Toutes les protections collectives au niveau des planchers béton et des baies seront prévues au Lot Gros-Œuvre.

Le prêt d'un treuil, monte matériaux ou grue pour d'autres lots que celui d'origine, nécessitera l'accord préalable du coordonnateur SPS ainsi qu'une vérification de la tenue et de la résistance des supports par un organisme agréé

Le prêt d'équipement de levage, nécessitera l'accord préalable du coordonnateur SPS ainsi qu'une vérification de la tenue et de la résistance des supports sur lequel il est mis en place, par un organisme agréé.

L'entreprise devra fournir au Maître d'Œuvre et au CSPS les renseignements suivants :

**- Descriptif exhaustif de la ou des grues + hauteur de leurs sommets, flèches et contre flèches,
En outre le coordonnateur demande aux entreprises de préciser le système de gestion des interférences prévu.
Vérification de la résistance des supports par un organisme agréé (note de calcul).**

	N° d'affaire : 035.91.18.00.179 Opération : FACTORY HUBS 91 191 GIF SUR YVETTE	P.G.C SPS	Date : 25/06/2018	Page 38 sur 101
---	--	------------------	-----------------------------	------------------------

Nature des engins	Lot installateur	Localisation	Lots utilisateurs	Planification	Conditions de prêt
Treuils / monte matériaux	À définir	En périphérie du bâtiment	À définir	À définir	Convention et examen d'adéquation
Recettes	Lot 1	En périphérie du bâtiment	Lot 1	Dès que besoin	examen d'adéquation
Camion auto déchargeable	TCE pour ses propres besoins	Zone de déchargement	TCE	Déchargement sur zone préalablement définie par le Lot 1	Sans Objet
Grues à tour Ou grues mobiles	Lot 1	Toutes zones du bâtiment	GO/ Charpente /Couverture /	Levage matériels divers du GO/ approvisionnement et mise en œuvre charpente /approvisionnement couverture / ... Minimum fin d'intervention des couvertures	En vertu des principes généraux de prévention le Macro-Lot 1 devra prévoir de mettre à disposition sa ou ses grues aux autres corps d'état concernés par du levage ou de la manutention ainsi qu'à la mise en œuvre de matériaux et matériels. Une convention et examen d'adéquation devra

	N° d'affaire : 035.91.18.00.179 Opération : FACTORY HUBS 91 191 GIF SUR YVETTE	P.G.C SPS	Date : 25/06/2018	Page 39 sur 101
---	---	------------------	------------------------------------	------------------------

					être réalisée par le Macro-Lot 1 aux entreprises concernées.
Treuil	À définir avec les entreprises lors de la préparation de chantier	Façades / Équipements en toitures	Lot 1	Travaux sur façades et en toiture	Convention de prêt a effectué par l'entreprise qui possède l'appareil de levage
Échafaudages et recettes (planchers d'approvisionnement et de stockage/ plateforme de réception)	Lot 1	Façades	Lot Gros-Œuvre/Couverture/ charpente// Ravaleur/...	Travaux sur façades en partie haute (de 3 à 5m)	Les recettes seront destinées à tous les lots utilisateurs surcharges à prévoir en conséquence
Manuscopique / Manitou ou grue	Lot 1	Déchargement, manutention	Macro-Lot 1	Selon besoin	Sans objet

5.2. Mesures de prévention

L'entreprise est tenue de respecter les dispositions contenues dans le Décret N°93-41 du 11 janvier 1993 et les arrêtés d'application des 1er mars, 2 mars et 3 mars 2004 (arrêté du 9 Juin 1993 jusqu'au 31 mars 2005).

Elle est également tenue de respecter les dispositions contenues dans les décrets N° 98-1084 du 2 décembre 1998, N° 2002-1404 du 3 décembre 2002 et N° 2004-924 du 1^{er} septembre 2004 (avec abrogation d'articles du Décret du 8 janvier 1965).

Vérification des engins

- Rapport de vérification d'un bureau de contrôle après la mise en œuvre sur site.

	N° d'affaire : 035.91.18.00.179 Opération : FACTORY HUBS 91 191 GIF SUR YVETTE	P.G.C SPS	Date : 25/06/2018	Page 40 sur 101
---	---	------------------	------------------------------	------------------------

- Vérifications périodiques suivant Code du Travail
- Vérifications journalières suivant Code du Travail
- Monte-charge, nacelle, ascenseurs, examen journalier des dispositifs antichute et anti-cisaillement.
- Vérification tous les 6 mois des câbles et chaîne de levage ou après chaque incident.
- Vérification tous les 12 mois des organes de sécurité ou après chaque incident.
- Vérification après incident, accident ou défaillance.
- Retrait des matériels défectueux.
- Tenu à jour du Registre de Sécurité et du Registre d'Observation et à conserver sur le chantier.

- **Stabilité des supports et solidité**

- Etude par BET spécialisé
- Note de calcul à faire vérifier par organisme agréé type Bureau de Contrôle.

- **Limitations des interférences**

Système pour éviter toute interférence au niveau des grues à prévoir

Le survol en charge des voies de circulation et des zones de travail avec présence de personnel est interdit.

Contreventement des échafaudages.

Note de calcul des équipements type échafaudages

Fixation des échafaudages à définir.

Mise en place suivant plan d'installation avec personnel formé.

Respect des recommandations R408 (CRAM)


Levage et manutention

a) Implantation et utilisation des grues fixes et mobiles.

- L'entreprise devra positionner les grues fixes et mobiles de façon à respecter l'interdiction de survol des bâtiments contigus.

En ce qui concerne l'implantation et l'utilisation des grues fixes, l'entreprise utilisatrice devra se conformer aux règles de l'art et appliquer les dispositions de l'Arrêté du 1er mars 2004. Avant toute intervention, une demande doit être faite à l'entreprise générale, MOE et le coordonnateur SPS afin d'avoir l'autorisation d'intervenir sur le chantier. Une convention sera établie entre l'entreprise générale et ses sous-traitants concernant la mise à disposition et l'utilisation des deux grues fixes de chantier

En ce qui concerne l'implantation et l'utilisation d'une grue mobile sur le chantier, l'entreprise utilisatrice devra se conformer

	N° d'affaire : 035.91.18.00.179 Opération : FACTORY HUBS 91 191 GIF SUR YVETTE	P.G.C SPS	Date : 25/06/2018	Page 41 sur 101
---	---	------------------	------------------------------	------------------------

aux règles de l'art et appliquer les dispositions de l'Arrêté du 1er mars 2004. Avant toute intervention, une demande doit être faite à l'entreprise générale, MOE et le coordonnateur SPS afin d'avoir l'autorisation d'intervenir sur le chantier. L'introduction d'un engin mobile de levage sera soumise à la réalisation et à l'acceptation d'une étude d'interférence et des risques potentiels avec les autres moyens de levage validés par MOE et SPS.

Une fiche expression du besoin devra obligatoirement être renseignée et avant toute intervention les deux fiches d'adéquations de levage devront obligatoirement être renseignées et remises à l'entreprise générale, copie au CSPS et MOE.

Prévention des renversements et heurts

- Grue à mettre en girouette à la fin de chaque journée et en cas de dégradation des conditions météorologiques (vents supérieur à 72 Km/h Norme NF E 52-081).
- Abonnement impératif au près du service météo et mise en place d'anémomètres.
- Respect des limitations de charge indiqué sur l'appareil de levage.
- Afin d'éviter tous heurts amenant à un renversement d'engin de levage les grues devront être munies de limiteur d'évolution.
- Le conducteur d'un engin de levage doit toujours avoir une vue directe sur la zone d'évolution de la charge qu'il transporte.
- Interdiction de levage et d'évolution au-dessus de personne. Zone d'évolution à matérialiser par l'entreprise utilisatrice de l'équipement.
- Dans le cas de traversé d'une charge au-dessus d'une voie de circulation, des mesures seront prises par l'entreprise utilisatrice de l'engin de levage : mise en place d'un homme trafic arrêtant ponctuellement la circulation des véhicules.
- Les salariés conducteurs d'engins devront tous être titulaires du CACES correspondant.

Prévention des renversements :

Pour les grues automotrices prévoir calage et stabilité des vérins. Préalablement s'assurer de la résistance du sol (voir le rapport de sol). Aucun stationnement de grue automotrice en bord de fouille.

En préalable à toute installation de matériel de levage une analyse de risque sera formalisée par l'entreprise et transmise au CSPS et MOE pour validation et présentée à la MOA

Registre de contrôle

Les registres de contrôle des appareils de levage devront être tenus à jour et présentés à la demande des Organismes Officiels de Prévention, en particulier, au moment de leur introduction sur le chantier (arrêté du 9 juin 1993).

Interactivités

Il est expressément convenu que **le Lot 1** est tenue de mettre à disposition de toutes les autres entreprises qui lui en feraient la

	N° d'affaire : 035.91.18.00.179 Opération : FACTORY HUBS 91 191 GIF SUR YVETTE	P.G.C SPS	Date : 25/06/2018	Page 42 sur 101
---	---	------------------	------------------------------	------------------------

demande, sa grue pendant toute la durée de présence de cette grue sur le chantier, un accord sera établi avec les entreprises concernées.

Il est rappelé que :

Lorsqu'une entreprise met des matériels à la disposition d'une autre entreprise, ils doivent être en bon état et conformes à la réglementation en vigueur (décret du 29 mars 1979).

La mise à disposition de la grue aux autres corps d'état devra faire l'objet **d'un accord préalable auprès du Lot 1** et n'être autorisée que si la conduite de ces appareils de levage est exclusivement confiée au conducteur habilité et autorisé par le **Lot 1**. Les appareils de levage nécessaires à la manutention seront fournis par l'entreprise utilisatrice qui assurera la direction de la manœuvre par une personne dûment habilitée par elle.

Les entreprises utilisatrices de grues mobiles devront d'une part le spécifier dans leur PPSPS et d'autre part préciser l'ensemble des modalités complémentaires d'utilisation des grues mobiles définies avec le coordonnateur SPS lors de l'inspection commune. En préalable à la RIC une analyse des risques spécifiques aux opérations de levage devra être formalisée et transmise au CSPS pour validation et présentée à la MOA

Grues mobiles. Le Lot 1 doit s'assurer que les grutiers ont bien pris en compte les consignes relatives à la manutention des charges et que les fiches d'adéquation de levage sont correctement remplies et signées par le chef de manœuvre .

En application du Décret n° 12-958 du 03/09/92, les entreprises devront prendre les mesures d'organisation appropriées ou utiliser les moyens adéquats et notamment les équipements mécaniques afin d'éviter le recours à la manutention manuelle de charges par les travailleurs.

Engins de levage

Conformément à la réglementation « *Arrêté du 02 Mars 2004* », les appareils de levage devront posséder sur le chantier un carnet d'entretien et registre de contrôle et avoir été vérifiés par les soins d'un Organisme habilité, préalablement à leur mise en service. Une copie de ces certificats sera systématiquement adressée au coordonnateur SPS ainsi que toutes les mises à jour qui auraient lieu pendant la durée des travaux. Chaque entreprise sera responsable de ses propres engins de manutention. Chaque engin présent sur le chantier doit porter de façon ostentatoire le nom de l'entreprise propriétaire.

Ces engins seront équipés d'appareils de levage conformes, en bon état et vérifiés. Les élingues seront neuves, d'origine ou dûment révisés (Copie du certificat de contrôle à transmettre au Coordonnateur SPS).

	N° d'affaire : 035.91.18.00.179 Opération : FACTORY HUBS 91 191 GIF SUR YVETTE	P.G.C SPS	Date : 25/06/2018	Page 43 sur 101
---	---	------------------	------------------------------	------------------------

b) Registre de contrôle

Les registres de contrôle des appareils de levage devront être tenus à jour et présentés à la demande des Organismes Officiels de Prévention, en particulier, au moment de leur introduction sur le chantier (arrêté du 9 juin 1993).

Interactivités

Il est expressément convenu qu'en cas d'utilisation commune d'une grue mobile, pendant toute la durée de présence de cette grue sur le chantier, un protocole d'accord sera établi avec les entreprises sous-traitantes concernées.

Lorsqu'une entreprise met des matériels à la disposition d'une autre entreprise, ils doivent être en bon état et conformes à la réglementation en vigueur (décret du 29 mars 1979).

La mise à disposition de la grue mobile entre corps d'état devra faire l'objet d'un accord préalable écrit et n'être autorisée que si la conduite de ces appareils de levage est exclusivement confiée au conducteur habituel. Tous les appareils de levage nécessaires à la manutention seront fournis par l'entreprise utilisatrice qui assurera la direction de la manœuvre par une personne dûment habilitée par l'entreprise utilisatrice et agréée par le l'employeur.

Les entreprises utilisatrices de la grue devront d'une part le spécifier dans leur PPSPS et d'autre part préciser l'ensemble des modalités complémentaires d'utilisation de la grue définies avec le coordonnateur SPS. Lors de réunion d'inspection commune une analyse des risques spécifiques aux opérations de levage devra être transmise à la Maitrise d'Œuvre, au CSPS pour validation et présentée à la MOA

Manutentions

Les entreprises limiteront au strict minimum les manutentions manuelles ainsi que les charges à manipuler par les ouvriers. La charge par ouvrier sera limitée à 25 kg.

Les charges seront conditionnées de préférence en palettes, containers ou fardeaux assemblés.

Aires de chargement et de déchargement

Elles figurent systématiquement sur le plan d'installation de chantier et seront évolutives suivant l'avancement du chantier. Ces aires et leurs voies d'accès seront délimitées à l'aide de matériels (garde-corps, palissades), maintenues en bon état pendant toute la durée du chantier. Une séparation physique sera mise en place afin qu'aucun cheminement piétons ne soit possible dans la zone de déchargement et chargement du chantier. Le nécessaire sera fait afin que l'on évite les marches arrière pour effectuer

	N° d'affaire : 035.91.18.00.179 Opération : FACTORY HUBS 91 191 GIF SUR YVETTE	P.G.C SPS	Date : 25/06/2018	Page 44 sur 101
---	---	------------------	------------------------------	------------------------

les déchargements et chargements véhicules.

Interférences de deux grues

Dans le cas où plusieurs appareils de levage feraient l'objet d'une activité dans le même planning, les utilisateurs mettront en œuvre les dispositifs nécessaires à l'anticollision validés par le SPS et Maîtrise d'œuvre d'exécution. Un protocole sera établi avec les divers installateurs concernant les systèmes d'interférences et de communications entre conducteurs. Un plan détaillé de l'ensemble des grues desservant la globalité des opérations avec analyses des risques et mise en place des moyens de mitigation sera fourni à la Maîtrise d'œuvre d'exécution de chantier et au coordonnateur pour validation.

Conformément à l'arrêté préfectoral N° 96-10610 de la ville de Paris, les charges ne pourront passer au-dessus des voies et terrains du domaine public tels que, écoles, crèches, jardins publics, hôpitaux, gare SNCF...des propriétés privées étrangères au chantier. Dans le cas d'absolue nécessité, l'entreprise fera son affaire des demandes d'autorisation de survol et vérifiera que les contraintes appliquées sont conformes à la réglementation de la localité.

Dans le cadre du présent chantier, les charges ne pourront pas passer au-dessus des voies de circulation internes ou externe au CEA, des terrains extérieurs et des bâtiments contigus.

Outre les dispositions définies au *Décret du 08/01/1965*, L'Entreprise de Gros-Œuvre devra tenir compte des *Recommandations de la CNAM adoptées le 15 novembre 1965* et de la *R 406 du 04/06/98* relatives à la prévention du risque de renversement des grues à tour sous l'effet du vent.

Ces mesures viennent en complément de celles définies par les instructions et notices des constructeurs. L'entreprise aura à sa charge et sous sa responsabilité l'installation de l'appareil de levage.

L'introduction d'un engin mobile de levage sera soumise à la réalisation et à l'acceptation d'une étude d'interférence et des risques potentiels avec les autres moyens de levage. L'entreprise devra prévoir les appareils de levage adaptés aux charges à lever et aux manutentions à effectuer. Les élingues devront être neuves et vérifiées régulièrement. Les charges devront être dotées de points d'élingage adaptés à leur poids et à leur résistance. Ces points seront signalés par une marque de couleur. Le conditionnement des colis livrés devra permettre la totalité de leur acheminement en sécurité depuis le camion jusqu'à la zone de mise en œuvre au pied de l'ouvrage. Pour ce faire ils doivent être conditionnés conformément aux règles de grutage si nécessaire.

6. CIRCULATIONS INTERIEURES AU CHANTIER

6.1. Circulation de véhicules

Dispositions générales :

1/ Circulation et stationnement dans le chantier :

Les entrées devront être aménagées de manière à permettre l'évolution sans gêne des engins de chantier et des véhicules de livraison.

- Les PL et engins de chantier devront rester sur les plates-formes des chantiers.
- Ces même règles devront être adoptées par les sous-traitants et prestataires de services de chaque entreprises.

La plate-forme et le revêtement stabilisé du parking et des voies de circulation seront réalisés de telle sorte à permettre une circulation aisée des piétons et véhicules durant toute la durée de l'opération.

	Description	Emplacement	Lot en charge de la mise en œuvre	Entretien	Répartition des frais
Voies intérieures	Accès depuis l'extérieur elles desserviront les zones de parking, de livraison, le cantonnement et le stockage	Selon plan d'installation de chantier(Après Validation)	Lot 1	Lot 1	Lot 1
Déchargement	Zone spécifiques à définir	Selon plan d'installation de chantier	Lot 1	Lot 1	Lot 1

	N° d'affaire : 035.91.18.00.179 Opération : FACTORY HUBS 91 191 GIF SUR YVETTE	P.G.C SPS	Date : 25/06/2018	Page 46 sur 101
---	---	------------------	------------------------------	------------------------

Stationnement	Plateforme en enrobé à définir	Selon plan d'installation de chantier	Lot 1	Lot 1	Lot 1
Signalisation	Zones de stationnement, de circulation VL/PL et piétons	Sur voies intérieure, en entrée et sortie de chantier, sur voirie de chantier	Lot 1	Lot 1	Lot 1

- **Mise en place d'un bureau de trafic : Lieu à définir par le Macro-Lot 1.**
- **Dispositions prises pour le guidage et les manœuvres des engins : Hommes trafics (2 personnes, Entrée et sortie du chantier).**
Chaque entreprise devra obligatoirement désigner un responsable sur site pour effectuer le guidage des engins de chantier, véhicules de livraison, etc... depuis les voiries extérieurs vers les zones de livraisons. La même contrainte pour les sorties des zones de déchargements est à mettre en place.

6.2. Circulation piétons

Dispositions générales : Respect obligatoire des types d'accès mis en place.

	Description	Emplacement	Lot chargé de la mise en œuvre	Entretien	Répartition des frais	Vérification par organisme
Séparation des voies véhicules	Accès et sortie VL/PL	À définir	Lot 1	Lot 1	Lot 1	Sans Objet
Escaliers provisoires	Escaliers tubulaires métallique	À définir sur plan	Lot 1	Lot 1	Lot 1	Bureau de contrôle
Piéton en pied de talus	Protection de la paroi du talus contre les intempéries / Pente de talus adaptée	Zone de talutage	Lot 1	Lot 1	Lot 1	Sans Objet
Circulation Horizontales	Protections collectives contre les chutes de hauteur. Balisage, éclairage, fermeture provisoire de locaux représentant un risque	Couloirs, , couverture	Lot 1	Lot 1	Lot 1	Sans objet
Circulations verticales	Protections collectives contre les chutes de hauteur. Balisage	Sur chaque niveau d'étage et en façade	Lot 1	Lot 1	Lot 1	Bureau de contrôle pour la stabilité des ouvrages

	N° d'affaire : 035.91.18.00.179 Opération : FACTORY HUBS 91 191 GIF SUR YVETTE	P.G.C SPS	Date : 25/06/2018	Page 48 sur 101
---	---	------------------	------------------------------	------------------------

7. ORGANISATION DES SECOURS – PREVENTION DES INCENDIES

7.1. Secours

FORMATION DU PERSONNEL A LA SÉCURITÉ

Elle doit comprendre :

- une formation sur les conditions de circulation des personnes et engins sur les lieux de travail
- une formation à la sécurité dans l'exécution du travail
- une préparation à la conduite à tenir en cas d'accident.

L'accueil devra comprendre des informations liées au site et notamment les consignes en cas de PUI.


Bénéficiaires de la formation :

Elle doit concerner :

- les nouveaux embauchés, y compris le personnel intérimaire
- les salariés qui changent de poste de travail ou de technique
- les salariés qui reprennent leur activité après un arrêt de travail d'au moins 21 jours, si le médecin du travail le demande.

Diffusion de la formation :

- c'est une formation à caractère pratique intégrée dans la formation professionnelle ou les instructions de travail.
- elle est dispensée pendant les heures de travail, sur les lieux du travail ou dans des conditions équivalentes
- elle doit tenir compte de la formation acquise, de la qualification, de l'expérience professionnelle, de la langue parlée ou lue du salarié.
- les chefs de chantier et chefs d'équipe sont les pivots de ces actions de formation qu'ils peuvent se partager. En effet, présents en quasi permanence sur le chantier, ils connaissent :
 - . Les hommes affectés aux différents postes
 - . Les matériels et matériaux mis en œuvre sur leur chantier
 - . Les modes opératoires définis par l'entreprise
 - . L'organisation du chantier
 - . Toute formation consiste, à partir de ses propres connaissances, à les communiquer afin d'améliorer les comportements.

	N° d'affaire : 035.91.18.00.179 Opération : FACTORY HUBS 91 191 GIF SUR YVETTE	P.G.C SPS	Date : 25/06/2018	Page 49 sur 101
---	---	------------------	--------------------------	------------------------

Accueil du salarié :

C'est un moment important, trop souvent négligé. Il permet une bonne intégration à l'entreprise et à l'équipe. Il revêt deux aspects : l'un matériel (formalités administratives, dotation de l'outillage ou de l'équipement individuel), l'autre humain.

Pour motiver le salarié lors de l'accueil afin de le rendre réceptif aux informations à lui transmettre :

Interrogez-le sur ce qu'il a fait auparavant, ce qu'il sait du travail. Vous apprécierez mieux ce qu'il faut lui dire.

Donnez-lui les renseignements pratiques de vie sur le chantier (horaires, hébergement, etc. ...)

Parlez-lui de son travail, dans un contexte plus large que le poste proprement dit, afin de ne pas lui donner une vision trop parcellaire de son activité.

Apprenez à mieux le connaître. Cela vous permettra d'adapter au mieux votre formation

Préparation à la conduite à tenir en cas d'accident

Cette préparation du salarié doit être assurée dans le mois qui suit son affectation. Elle est destinée à éviter les improvisations qui aggravent les conséquences d'un accident. Il s'agit de montrer ce qu'il faut faire et ne pas faire en cas d'incident ou d'accident :

Sensibilisez votre personnel aux risques de panique qui peuvent apparaître en cas d'accident.

Commentez l'affiche "Appels en cas d'accident" (édition O.P.P B.T.P.) mise en place sur le chantier.

Indiquez les accès au chantier et aux postes de travail pour faciliter l'organisation des secours.

Bien entendu, les salariés ainsi préparés ne remplacent pas les sauveteurs-secouristes du travail, dont la formation particulière demeure indispensable.

- *Numéro d'appel en cas d'urgence :*

⇒ Voir liste en annexe

- *Implantation du téléphone de secours :*

⇒ Localisation : 1 téléphone est à prévoir, 1 dans la base vie.

⇒ Lot chargé de son installation : Lot 1.

☐ **Accès réservé aux secours :**

Voir le plan d'installation de chantier.

Les entreprises sont informées que les secours doivent pouvoir intervenir en tous points du chantier.

À ce titre les voiries de chantier devront être en permanence praticables, les accès aux étages et au sous-sol du bâtiment dégagés.

	N° d'affaire : 035.91.18.00.179 Opération : FACTORY HUBS 91 191 GIF SUR YVETTE	P.G.C SPS	Date : 25/06/2018	Page 50 sur 101
---	---	------------------	------------------------------	------------------------

☐ **Relation avec les services de secours :**

L'entreprise concernée par un accident devra déléguer son Chef de chantier pour que celui-ci informe les Services de Secours du site, La FLS. Le chef de chantier attendra les secours à l'entrée du site et les conduira sur les lieux de l'accident.

Deux téléphones spécifique seront positionné sur le chantier, dont un dans le bureau principal de la base vie.

☐ **Secouristes de chantier :**

Les personnels secouristes seront identifiables en permanence au moyen d'un autocollant « Secouriste du Travail » apposé sur l'avant et l'arrière du casque.

L'attention des entreprises est attirée sur le fait que la présence de secouriste est obligatoire en permanence sur le chantier.

Celles-ci feront donc en sorte d'avoir 1 secouriste pour 10 salariés.

7.2. Incendie

Moyens de lutte contre l'incendie- Moyens de secours

Le Lot 1 devra l'établissement d'un plan général de secours pendant toute la durée du chantier comprenant :

- La position des moyens de secours incendie (extincteurs et bouches d'incendie),
- La position des principales issues,
- L'indication des accès des services de secours.

Sont également dues :

La mise en place et entretien des extincteurs dans toutes les parties communes,

La mise en place et entretien des extincteurs nécessaires à chaque intervenant pour ses propres installations de chantier, tels que vestiaires, bureaux, magasins, etc.

	N° d'affaire : 035.91.18.00.179 Opération : FACTORY HUBS 91 191 GIF SUR YVETTE	P.G.C SPS	Date : 25/06/2018	Page 51 sur 101
---	---	------------------	------------------------------	------------------------

Permis feu :

Les outils et matériels, les matériaux et produits, dès lors qu'ils présentent un risque, devront être entreposés et protégés de telle sorte qu'ils n'engendrent pas de danger, ou s'il s'agit de produits de démolition, évacués le plus rapidement possible du chantier.

Le permis feu fait suite à un ordre de travail déterminé. Il s'applique à des travaux limités en temps et lieux. Il entraîne à prendre des précautions particulières à observer de la part de l'entrepreneur et le contrôle de leur application, et engage la responsabilité des signataires. Il a pour but de prévenir des risques d'incendie liés à l'utilisation de matériel dit "à point chaud" dans des endroits où il subsiste un risque de feu du fait de son emploi.

Désignation des travaux employés :

- la soudure électrique
- la soudure au chalumeau
- le découpage électrique
- le découpage au chalumeau
- la lampe à souder
- l'outillage électrique
- le dégagement d'étincelles

Stockage des produits inflammables :

Chaque entrepreneur veillera à assurer la prévention et la protection contre tout risque d'incendie de ses matériaux. Les dépôts de matériaux inflammables seront interdits à l'intérieur et en dehors de l'immeuble. Les dépôts de matériaux inflammables doivent être stockés à l'extérieur dans des zones très délimitées et précises prévues à cet effet dans des containers métalliques parfaitement ventilés comportant un extincteur approprié de lutte contre l'incendie.

Ce plan d'installation du chantier sera tenu à jour en conséquence.

Rappel des principales consignes générales :

- Délimiter la zone danger,
- Enlever les produits inflammables qui s'y trouvent,
- Éliminer les risques particuliers d'incendie,
- Prévoir les moyens d'intervention appropriés,
- Assurer la présence d'un personnel spécial d'intervention pour tous travaux effectués de nuit, les dimanches et jours fériés, dans

	N° d'affaire : 035.91.18.00.179 Opération : FACTORY HUBS 91 191 GIF SUR YVETTE	P.G.C SPS	Date : 25/06/2018	Page 52 sur 101
---	---	------------------	------------------------------	------------------------

des endroits isolés et particulièrement dangereux.

- Dispositions prises pour les travaux sur point chauds :
Extincteur à proximité point chaud
Toutes entreprises concernées
- Mise en place d'extincteurs cantonnements : Lot 1
Chantier : Toutes >entreprises Concernées

7.3 Mise en état d'alerte du Centre

La mise en état d'alerte est ordonnée par la Direction au moyen de la sirène du Centre. Un son modulé indique le début de l'alerte.


En cas d'alerte, Arrêtez toute intervention en cours. Mettez en sécurité les appareils et outillages.

Regagnez la Base vie, Fermez les portes et fenêtres puis attendez les instructions données par le responsable du chantier et/ou par le RDO.

Rendez-vous au point de regroupement pour le recensement qui sera signalé par le panneau ci-dessous (Réfectoire).



Un son continu indique la fin de l'alerte.

	N° d'affaire : 035.91.18.00.179 Opération : FACTORY HUBS 91 191 GIF SUR YVETTE	P.G.C SPS	Date : 25/06/2018	Page 53 sur 101
---	--	-----------	-----------------------------	-----------------

8. PROTECTIONS COLLECTIVES

8.1. Dispositions générales

À Définir préalablement aux travaux en préséance, Maître d'Ouvrage, Maître d'Œuvre et CSPS.

Pour répondre aux principes généraux de prévention il est impératif que les échafaudages doivent être mis en commun pour tous corps d'état. Une adaptation doit être prise en compte si nécessaire pour les travaux de couvertures.

Une réunion d'adéquation sera organisée par le CSPS et la Maîtrise d'Œuvre au démarrage du chantier en présence des différents intervenants utilisateurs.

ATTENTION : LES ECHAFAUDAGES DEVRONT FAIRE L'OBJET D'UNE ETUDE SPECIFIQUE TEL QUE PRECISEE DANS LA RECOMMANDATION R 408 DE LA C.R .A.M

PREVENTION DES RISQUES ET ORGANISATION DU CHANTIER

- **Chute de hauteur**

Utilisation d'un échafaudage collectif en périphérie complète de chaque construction.

Celui-ci sera utilisé notamment pour les lots suivants : GO- Couverture- charpente-Menuiseries extérieures - Serrurerie Métallerie – Bardage- Ravalement.

- **Co activité – Interactions**

Le planning de chantier sera établi de manière à ne pas engendrer de Co-activité entre les corps d'état en phase élévation de structure. (à l'exception des incorporations électriques et plomberie lors de la réalisation des dallages).

Seule la Co-activité pour les phases finales (appareillage électrique, plomberie, corps d'état de finitions) est envisageable.

8.2. Nature des protections collective

À définir entre le maître d'Ouvrage, Maître d'Œuvre, CSPS et entreprise titulaire du marché. Toutefois le Coordonnateur rappelle qu'il est indispensable de privilégier les protections collectives aux protections individuelles.

Les Garde-corps seront à positionner en fonction du mode de pose des gardes corps définitifs pour permettre la mise en place de ces derniers sans dépose anticipée de la protection provisoire

	Description	Lot chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de la maintenance
Rive de plancher ou dalle	Échafaudage de pied	Lot 1	Lot 1
Allege	Hauteur mini 1,00m ou équipements complémentaires à adapter. A DEFINIR	Lot 1	Lot 1
Terrasses, toitures terrasses	Structure BA et acrotère BA. Mise en place de garde-corps pour réaliser une protection à 1m de hauteur y compris sur la passerelle	Lot 1	Lot 1
Avancées	Protection par échafaudage de pied	Lot 1	Lot 1
Baies Intérieures	Protection par garde-corps à 1m, panneaux de treillis fixé sur toute la hauteur de la baie, A DEFINIR AVEC L'ENTREPRISE	Lot 1	Lot 1
Réservation	Mise en place du système « bone » ou équivalent	Lot 1	Lot 1

Trémies de petites dimensions	Réseaux divers, gaines de distribution aux étages, protection par platelage cloué ou protège trémie.	Lot 1	Lots techniques utilisateurs : CVC, ELEC
Trémies de Skydômes	Protection horizontale, protection par garde-corps en rive de dalle.	Lot 1	Lot 1
Traversée de tranchée	Passerelle + garde-corps	Lot 1	Lot 1
Travaux dans tranchée	Blindage des parois	Lot 1	Lot 1
Accès aux tranchées	Échelle attachée en partie haute et débordante de 1m	Lot 1	Lot 1
Fouilles	Blindage, butonnage, moyen d'accès sécurisé pour accéder en fond de fouille Garde-corps en périphérie de la fouille + balisage pour les véhicules en circulation sur la plate-forme	Lot 1	Lot 1
Mise en œuvre des réseaux	Blindage, moyen d'accès sécurisé pour accéder en fond de tranchée + garde-corps en rive de tranchée + balisage pour les véhicules en circulation sur la plate-forme	Lot 1	Lot 1

Protections collectives

Généralités :

	N° d'affaire : 035.91.18.00.179 Opération : FACTORY HUBS 91 191 GIF SUR YVETTE	P.G.C SPS	Date : 25/06/2018	Page 56 sur 101
---	---	------------------	------------------------------	------------------------

Deux principes régissent l'organisation de la sécurité sur le chantier :

- ⇒ Chaque entreprise est responsable de la sécurité de ses salariés,
- ⇒ La coordination indispensable des interventions des différentes entreprises réclame que le **Lot 1** soit chargé de la fourniture, de la mise en place et de la maintenance des protections collectives. Cette coordination doit strictement éviter qu'une autre entreprise enlève une protection qui gêne son travail. Une protection adaptée à leurs travaux devra donc être mise en place si la protection collective initiale s'avère inadéquate.

Remarque : Pour la sécurité des travailleurs, les mesures de protection collectives seront prioritairement mises en œuvre autant que raisonnablement possible.

Le Lot 1 devra mettre en place, en suivant la progression de ses travaux, des protections collectives contre la chute de personnes et des objets en tous points où cela s'avérera nécessaire. La solution de fourreaux incorporés en tête de voile, nez de dalle ou poutre est à retenir.

Le Lot 1 aura la charge exclusive de l'entretien et de la maintenance des protections collectives jusqu'à l'achèvement des travaux tous corps d'état ou la mise en place des protections collectives définitives.

Toutefois, ces prescriptions ne dérogent pas à la loi qui fait obligation à chaque entreprise d'assurer la protection collective de son personnel intervenant sur le chantier.

En d'autres termes, chaque entreprise ayant à intervenir sur un ouvrage considéré et quel que soit le titre auquel il intervient, devra s'assurer que les protections mises en place sont adaptées à ses travaux et suffisantes.

Si tel n'est pas le cas, cette entreprise aura à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux complémentaires pour assurer la protection collective de son personnel. Les nouvelles protections seront maintenues et entretenues par l'entreprise concerné aussi longtemps que nécessaire. Puis, après exécution de ses travaux, il appartiendra à l'entreprise et à ses frais, de rétablir les protections collectives initiales de l'Entreprise du Lot 1.

Les différents types de protection et leurs implantations seront soumis pour avis au Coordonnateur SPS et seront décrits dans le PPSPS des entreprises concernées.

La mise en place des protections définitives sera recherchée systématiquement pour retirer les protections provisoires.

	N° d'affaire : 035.91.18.00.179 Opération : FACTORY HUBS 91 191 GIF SUR YVETTE	P.G.C SPS	Date : 25/06/2018	Page 57 sur 101
---	---	------------------	--------------------------	------------------------

Le retrait des protections collectives de chantier doit s'effectuer après la mise en place des protections définitives. Dans l'hypothèse où la pose de la protection définitive nécessiterait obligatoirement le retrait du garde-corps de protection collective, la sécurisation du personnel sera effectuée par protection individuelle, (intervention de moins d'une journée) et avec balisage explicite de la zone en cours de traitement. Cette dernière mesure de sécurité sera spécifiée dans les PPSPS.

Protections collectives :

NOTA : **Le Lot 1** aura en charge préalablement à l'intervention de toute entreprise, la mise en place pour tous les corps d'états, des protections collectives (garde-corps, protection des baies, des trémies, maintien des escaliers d'accès au fond de fouille, protection des talus et tranchées...) et ce jusqu'à la livraison du bâtiment.

La stabilité des fouilles et des tranchées de profondeur \geq à 1.30m sera renforcée par blindage et leurs protections en cours de travaux feront l'objet d'une étude dans le PPSPS du Gros Œuvre ou des entreprises spécialisées sous-traitantes. La périphérie des fouilles et talus devra être protégée en tête par des garde-corps rigides équipés de plinthes **à la charge du Lot 1.**

La périphérie de l'emprise travaux devra être isolée par une clôture fixe en bardage de hauteur minimale 2,50 mètres et complétée par la mise en place d'une signalisation adaptée qui devra être placée en amont et en aval des travaux **à la charge du Lot 1.**

Pour toutes ouvertures de fouilles ou tranchées, **le Lot 1** devra se faire remettre par la Maîtrise d'œuvre de conception et l'exploitant, tous plans ou documents leurs permettant de localiser les réseaux existants enterrés et au préalable envoyer leurs DICT aux concessionnaires. En cas de présence abondante d'eau de pluie dans les tranchées l'utilisation de pompes mobiles devra également être prévue en fond de fouille **à la charge de du Lot 1.**

En phase terrassement, laver au jet les roues de camion dans l'emprise chantier et assurer un nettoyage régulier de la voirie, faire passer une balayeuse autant de fois que nécessaire sur le domaine public **à la charge du Lot 1.**

En phase terrassement la pente des rampes ne devra pas être supérieure à 10%. Les camions ne devront pas accéder en fond de fouille, seuls les engins à chenilles pourront y travailler.

Les entreprises exécutantes définiront en accord avec l'OPC, le coordonnateur SPS, et le maître d'œuvre les circulations des engins et camions de chantier ainsi que les cheminements protégés pour piéton sur les zone de travail.

	N° d'affaire : 035.91.18.00.179 Opération : FACTORY HUBS 91 191 GIF SUR YVETTE	P.G.C SPS	Date : 25/06/2018	Page 58 sur 101
---	---	------------------	------------------------------	------------------------

Mise en place d'escaliers de fond fouille (profondeur supérieur à 2,50m) avec garde-corps périmétrique rigide **à la charge du Lot 1.**

• **Gros-Œuvre Superstructure :**

Les planchers en béton armé seront soit coffrés traditionnellement, soit prédalles ou planchers précontraint de grande portée ou bac collaborant sur charpente métallique suivant localisation.

Le PPSPS du lot gros-œuvre décrira l'ensemble des protections collectives mises en place à l'avancement des travaux et les appareils de levage correspondants au type de planchers.

Les lisses de protection pour baie libre seront posées entre tableaux de telle façon que les fenêtres puissent être posées par l'intérieur sans les enlever.

Les lisses de protection pour baie libre devant les murs rideaux, seront posées en retrait du nez de dalle de façon à ne pas être retirées lors de la pose des ossatures et vitrages.

Les garde-corps de protection collective en terrasses accessibles seront fixés de telle façon que les garde-corps définitifs puissent être posés sans les enlever.

Les trémies des lots techniques en plancher seront obturées par treillis soudés, platelage bois, pré-obturation, ou tout autre système équivalent selon leurs dimensions. Les trémies de gaines techniques dont au moins un côté est supérieur à 1,50 mètres devront être protégées par un garde-corps avec plinthe.

Les garde-corps chantier de protection collective en terrasse inaccessible seront positionnés de telle façon que les titulaires des lots étanchéité et serrurerie (garde-corps définitifs en toiture) puissent travailler en sécurité sans les enlever. Ces garde-corps provisoires seront remplacés au plus vite par les définitifs.

Si nécessaire, Les protections contre les risques de chute d'objet vers les propriétés mitoyennes ou le domaine public, seront détaillées dans le PPSPS de l'Entreprise (filets, platelage, éventails,...).

Étanchéité :

Maintien des protections collectives en terrasse et en tout point où il subsiste un risque de chute pendant les travaux d'étanchéité.

Mise à disposition d'extincteurs à chaque poste de travail utilisant des appareils à feu nu.

Les bouteilles de gaz seront entreposées debout sur des chariots prévus à cet effet

Les bouteilles de gaz seront munies de clapet anti-retour.

Obligation du port des EPI spécifiques (gants de cuir, masque, genouillères...).

	N° d'affaire : 035.91.18.00.179 Opération : FACTORY HUBS 91 191 GIF SUR YVETTE	P.G.C SPS	Date : 25/06/2018	Page 59 sur 101
---	---	------------------	------------------------------	------------------------

Murs rideaux et Menuiseries posées par l'extérieur

La pose des éléments sera réalisée à l'aide d'une nacelle élévatrice mobile, ou échafaudage.

Le PPSPS des entreprises concernées, installatrice et/ou utilisatrices d'échafaudage volant, décrira :

Le phasage de mise en place de l'échafaudage et les moyens de sécurité assurés lors de son installation.

La stabilité de l'ensemble à faire valider par un bureau de contrôle à la charge de l'entreprise utilisatrice.

Les consignes de conduite de l'échafaudage et de son utilisation en poste de travail.

Les conditions d'entretien de l'appareil et ses systèmes de sécurité et de secours.

Les moyens d'approvisionnement des matériaux jusqu'aux postes de travail.

Lors de la pose des éléments de façades, les garde-corps de protection collective seront maintenus en place.

En cas d'impossibilité, le PPSPS devra prévoir la mise en place, par les entreprises du présent lot, d'une protection collective au moins équivalente.

Les zones au sol situées sous l'échafaudage en poste de travail seront neutralisées par tout balisage de périmètre de sécurité interdisant la circulation des personnes ou le travail en superposition.

Plâtrerie :

L'approvisionnement dans les étages se fera avec une fourche adaptée aux matériaux transportés, à la charge du sous-traitant utilisateur, avec aménagement d'une recette et de protections collectives mis en place à chaque étage, à décrire dans le PPSPS du lot concerné.

Pour tous les postes de travail à plus de 3 mètres de hauteur, utilisation d'échafaudages roulants stabilisés conformes à la réglementation en vigueur. Mise en place d'un balisage périmètre de sécurité interdisant la circulation des autres personnes ou le travail en superposition.

Nettoyage des postes de travail à l'avancement, retrait des déchets de polystyrène et d'emballage plastique au quotidien afin d'éviter les risques d'incendie.

Lots techniques :

En cas de soudure, oxycoupage ou tous travaux par point chaud, mise en place par l'entreprise d'extincteurs adaptés à chaque poste de travail utilisant des appareils à feu nu.

Pour tous les postes de travail à plus de 3 mètres de hauteur, utilisation d'échafaudages roulants stabilisés conformes à la réglementation en vigueur. Mise en place d'un balisage périmètre de sécurité interdisant la circulation des autres personnes ou le travail en superposition.

	N° d'affaire : 035.91.18.00.179 Opération : FACTORY HUBS 91 191 GIF SUR YVETTE	P.G.C SPS	Date : 25/06/2018	Page 60 sur 101
---	---	------------------	------------------------------	------------------------

Le PPSPS décrira les conditions d'approvisionnement des matériels lourds situés en terrasse technique ainsi qu'en plénum.

L'ouverture des trémies en plancher se fera uniquement à l'avancement des travaux des lots techniques. Les lots techniques devront assurer les protections intermédiaires des trémies à l'avancement de leurs travaux.

Les trémies des lots techniques en plancher seront obturées par treillis soudés, platelage bois, pré- bouchement (à la charge des lots plomberie et CVC), ou tout autre système équivalent selon leurs dimensions. Les platelages seront emboîtés dans les planchers par l'intermédiaire d'une feuillure (à la charge du lot Gros-Œuvre) afin de ne pas dépasser au-dessus de la dalle. Les grandes trémies de gaines techniques devront être protégées par un garde-corps tubulaire avec plinthe.

Toute gaine métallique sortant d'une trémie doit dépasser d'un mètre minimum au-dessus du niveau du plancher et être protégée en tête par un capuchon ou platelage solidement fixé.

Maintien des protections collectives lors des interventions en terrasse.

Tous les travaux de câblage et de raccordement électrique doivent être réalisés hors tension. Pour toute intervention dans un local électrique sous tension une habilitation électrique suivant l'UTE C18-510 est Obligatoire.

Les travaux d'essais et de mise sous tension ne peuvent être confiés qu'à du personnel hautement qualifié et habilité.

Les fiches techniques des matériaux et produits mis en œuvre (notamment les conditions d'hygiène et de sécurité à la pose) fournies par le fabricant seront joints au PPSPS.

Pour tous les lots et particulièrement les lots Serrurerie et Charpente Métallique :

Coordination avec les lots revêtements de façade, menuiseries extérieures et l'entreprise du Lot 1

Pour la pose des caillebotis, dans le cas où les garde-corps définitifs ne peuvent être posés à l'avancement, mise en place de protections provisoires « potelets pinces + lisse et sous lisse en périmètres des zones de travaux »

Levage et manutentions, l'introduction d'un engin mobile de levage sera soumise à la réalisation et à l'acceptation d'une étude de stabilité et d'une vérification d'interférence avec les autres moyens de levage. L'entreprise devra prévoir les appareils de levage adaptés aux charges à lever et aux manutentions à effectuer. Les élingues devront être neuves et vérifiées régulièrement. Les charges devront être dotées de points d'élingage adaptés à leur poids et à leur résistance. Une étude spécifique aux opérations de levage, d'entreposage et de manutention sera exigée lors de la réunion d'inspection commune et jointe PPSPS

En cas de soudure oxyacétylène ou tous travaux par point chaud, la **mise en place d'un extincteur par l'entreprise est obligatoire** à chaque poste de travail utilisant des appareils à feu nu.

	N° d'affaire : 035.91.18.00.179 Opération : FACTORY HUBS 91 191 GIF SUR YVETTE	P.G.C SPS	Date : 25/06/2018	Page 61 sur 101
---	---	------------------	------------------------------	------------------------

L'assemblage des éléments de charpente sera réalisé à l'aide de nacelles élévatrices mobiles pour les opérations de grande hauteur.

Les zones au sol situées sous la ou les nacelles élévatrices en poste de travail seront neutralisées par tout balisage de périmètre de sécurité interdisant la circulation des personnes ou le travail en superposition.

Pour tous les postes de travail en hauteur, utilisation d'échafaudages roulants stabilisés conformes à la réglementation en vigueur. A plus de 3 mètres de hauteur, mise en place d'un balisage périmètre de sécurité interdisant la circulation des autres personnes ou le travail en superposition.

Mise en place **OBLIGATOIRE** de filets à l'aide de nacelles élévatrices, sous la totalité de la charpente métallique pour la pose des éléments de charpente et éléments verriers. Le harnais de sécurité ne sera autorisé que pour les interventions ponctuelles non répétitives et en cas de nécessité absolue.

Lot Faux-plafonds :

Les échafaudages ou plates-formes individuelles de travail seront conformes à la réglementation en vigueur et seront décrits précisément dans le PPSPS de l'entreprise exécutante pour tous les postes de travail à plus de 3 mètres de hauteur.

Dans le cas d'utilisation de laser d'implantation, l'entreprise neutralisera l'accès à sa zone de travail et signalera la présence d'un laser.

Des lunettes de protection adaptées devront être portées par les poseurs s'ils travaillent dans la zone de balayage du laser.

Lots de finition :

Les fiches techniques des matériaux et produits mis en œuvre (notamment les conditions d'hygiène et de sécurité à la pose) fournies par le fabricant seront jointes au PPSPS.

Favoriser l'utilisation de peintures sans solvant, assurer dans le cas contraire une ventilation des locaux. En cas de travaux confinés, utilisation d'une ventilation mécanique forcée par amenée d'air neuf au poste de travail.

Les entreprises doivent mettre à disposition de leur personnel ainsi qu'aux travailleurs temporaires qu'ils emploient des : exposés aux vapeurs et poussières, les protections individuelles ci-après et leur faire porter, suivant leur activité spécifique :

- vêtements de protection (combinaisons adaptées),
- gants en caoutchouc, cagoule, scaphandre...
- masques anti-poussière P3, ou à cartouche, ou ventilation assistée, suivant leur activité spécifique et le degré de dangerosité des produits utilisés suivant préconisation du fabricant.

	N° d'affaire : 035.91.18.00.179 Opération : FACTORY HUBS 91 191 GIF SUR YVETTE	P.G.C SPS	Date : 25/06/2018	Page 62 sur 101
---	--	-----------	-----------------------------	-----------------

8.3. Mise en place d'équipement commun

Dispositions générales :

Il sera demandé pour chaque lot un chiffrage spécifique concernant la sécurité et notamment les équipements collectifs et individuels prévu ainsi qu'un mémoire explicatif de mise en œuvre. Néanmoins nous insistons sur le fait qu'il faut privilégier les équipements collectifs afin de répondre aux Principes Généraux de Prévention.

	Description	Localisation	Planification	Lot chargé de sa mise en œuvre	Entretien	Répartition des frais
Échafaudages commun	Échafaudage de pied à montage et démontage en sécurité avec trémies d'accès intérieure, échelle, recettes, barrière éclose pour les zones d'approvisionnement	Travaux de toiture et de façade	Façades du bâtiment pour travaux de : Bardage Maçonnerie Mise en œuvre des garde-corps	Lot 1	Lot 1	Lot 1 et re-facturation en fonction de l'utilisation (protocole de mise à disposition obligatoire)
Échafaudages intérieurs	Échafaudages roulants ou de pieds	Ensemble des Bâtiments	Selon planning	Lots concernés	Lots concernés CVC / ELEC / FAUX PLAFONDS / PEINTURE	Lots concernés
Échafaudage de maçon	Classe n°6	Pour montage des voiles en parpaing (face intérieur)	Dès le 5ème rang	Lot 1	Lot 1	Lot 1

	N° d'affaire : 035.91.18.00.179 Opération : FACTORY HUBS 91 191 GIF SUR YVETTE	P.G.C SPS	Date : 25/06/2018	Page 63 sur 101
---	---	------------------	------------------------------	------------------------

Échafaudages

Quelle que soit la hauteur de travail, l'utilisation d'échelles comme poste de travail est proscrite, les escabeaux seront à réserver exclusivement aux surfaces exigüe, et sur validation du responsable sécurité de l'Entreprise (Entreprise Titulaire pour les sous-traitants).

Échafaudages de pieds

L'installation des échafaudages sera du ressort de l'entreprise utilisatrice qui en fera assurer le montage et démontage par un louageur employant du personnel qualifié et compétent (Art R.4323-69 du CT) et le maintiendra en bon état et en conformité avec la réglementation en vigueur suivant la *Recommandation CNAMTS - R 408 du 10/06/04*.

Les monteurs devront disposer de la notice du fabricant et du plan de montage réalisé par le louageur (Art R.4323 70 CT)

Les échafaudages seront montés par du personnel habilité et formé suivant les recommandations des fiches OPPBTP N° B2-F 0389, 0489, 0589 et préconisations du Fabricant pour un modèle homologué .Avant utilisation ils devront être vérifiés par des personnels habilités et formés.

Ils comporteront les moyens d'accès, les protections contre les chutes d'objets ou de personnel (plinthes, lisses intermédiaires et hautes, avec échelles fixes et trappes intérieures).

Ils seront implantés sur un sol stable ou stabilisé. Les études de montage et de stabilité seront à la charge du louageur.

L'entreprise utilisatrice définira les zones où seront implantés les échafaudages en concertation avec le louageur. Elle devra s'assurer avant montage des échafaudages, de l'accessibilité et du dégagement de tout obstacle sur les zones en question.

Lors des phases de montage des éléments d'échafaudages, le personnel travaillant en hauteur devra obligatoirement porter le harnais de sécurité lors des déplacements sur les plateaux s'ils ne sont pas protégés par des garde-corps.

Les zones d'échafaudages en cours de montage devront être balisées au sol, interdisant le passage d'autres salariés sous les charges en mouvement. Le balisage sera à la charge du monteur.

Les entreprises désirant utiliser les échafaudages ne pourront le faire qu'en se conformant aux Règles d'utilisation édictées par le louageur et en ne modifiant, en aucun cas, les installations mises en place. Un PV de réception des installations de montage devra être signé entre le louageur et l'entreprise utilisatrice.

Les échafaudages mobiles posséderont les dispositifs de blocage des roues, et stabilisateurs.

	N° d'affaire : 035.91.18.00.179 Opération : FACTORY HUBS 91 191 GIF SUR YVETTE	P.G.C SPS	Date : 25/06/2018	Page 64 sur 101
---	--	------------------	-----------------------------	------------------------

9. TRAVAUX SPECIFIQUES PRESENTANT UN DANGER PARTICULIER

9.1. Présence d'amiante

En attente de réalisation de diagnostic sur les enrobés

1. TEXTES REGLEMENTAIRES

La liste des documents suivante est rappelée à titre de mémento, sans pour autant être exhaustive ou limitative

- Le code du travail
- Le code de la santé public
- Décret no 2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante
- Arrêté du 8 avril 2013 relatif aux règles techniques, aux mesures de prévention et aux moyens de protection collective à mettre en œuvre par les entreprises lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante
- Arrêté du 7 mars 2013 relatif au choix, à l'entretien et à la vérification des équipements de protection individuelle utilisés lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante
- Arrêté du 14 août 2012 relatif aux conditions de mesurage des niveaux d'empoussièrement aux fibres d'amiante
- Arrêté du 14 décembre 2012 fixant les conditions de certification des entreprises réalisant des travaux de retrait ou d'encapsulage d'amiante, de matériaux, d'équipements ou d'articles en contenant

Nous rappelons que certains réseaux enterrés (assainissement) peuvent contenir de l'amiante

Il conviendra que l'entreprise avertisse le coordonnateur SPS en cas de découverte de tuyauterie supposé amiante.

9.2. Présence de plomb

Sans Objet

Nous rappelons que certains réseaux enterrés (gaz et eau) peuvent contenir du plomb.

Il conviendra que l'entreprise avertisse le coordonnateur SPS en cas de découverte de tuyauterie plomb.

	N° d'affaire : 035.91.18.00.179 Opération : FACTORY HUBS 91 191 GIF SUR YVETTE	P.G.C SPS	Date : 25/06/2018	Page 65 sur 101
---	--	-----------	-----------------------------	-----------------

9.3. Autres matériaux (radioactifs / déchets contaminés etc....)

Sans Objets

En cas de suspicion, la zone de travaux sera mise en arrêt conservatoire, des prélèvements seront réalisés sans délai par Le Lot 1.

Une fois les résultats d'analyse des échantillons des terres, prendre les mesures de protections adéquat pour le personnel et l'environnement. (Port de gants spécifique, masque respiratoire,...., dans l'ensemble des cas les dispositions prise feront l'objet d'un additif au PGC SPS et dans le PPS PS des entreprises.

Le stockage des terres se fera après mise en place de géotextile et de polyane au sol afin d'éviter la dispersion des polluants dans le sol.

9.4. Travaux de démolition

- **Sans Objet**

9.5. Travaux en hauteur

RISQUE TRAVAIL EN HAUTEUR

Les escabeaux et échelles sont proscrits sur un chantier.

L'utilisation de Plates Formes Individuelles Roulantes (P.I.R.) est la règle.

Cette précision doit impérativement apparaître au PPSPS. (un accès non conforme mais présentant un risque faible et non répétitif est une décision ponctuelle de l'encadrement de chantier, mais ne peut pas s'inscrire comme une consigne de sécurité).

Il sera systématiquement procédé à un arrêt des postes de travail non réglementaire.

Échafaudages roulants : COMPOSITION

Exemple pour hauteur de plancher: 3m, hauteur de travail jusqu'à 5 m

Le lot comprend:

- 2 longerons de base
- 2 échelles de base (7 barreaux)
- 2 échelles de 1 m (4 barreaux) (un deuxième jeu est souvent nécessaire pour adapter la hauteur sous poutraison)
- 4 pieds avec roue à frein
- 2 garde-corps longitudinaux

	N° d'affaire : 035.91.18.00.179 Opération : FACTORY HUBS 91 191 GIF SUR YVETTE	P.G.C SPS	Date : 25/06/2018	Page 66 sur 101
---	---	------------------	------------------------------	------------------------

- 2 diagonales de contreventement
- 1 plancher à trappe
- 1 jeu de 4 plinthes
- 2 sachets de (5) goupilles

9.6 TRAVAUX DE GRANDE HAUTEUR (+3 M)

- **Lots concernés :** Menuiserie extérieures – Métallerie – Gros-œuvre - Ravalement – Charpente / couverture
- **Localisation :** Façade – Toiture terrasse – Charpente – Couverture

Conditions d'intervention : À définir. Matériels de protection adapté tel que plate formes, échafaudages, nacelles type bi-mâts, passerelle en encorbellement à définir

Lorsque le plan de travail n'est pas muni de garde-corps permanents, des protections collectives temporaires peuvent être installées à sa périphérie avant les interventions (article R. 4323-58 du Code du travail) : garde-corps provisoires ou dispositifs de recueil souples. À défaut de disposer d'un plan de travail permanent sécurisé, des équipements (assurant une protection collective) pour l'accès et le travail en hauteur doivent être utilisés. Ces équipements sont de deux grands types :

- équipements non mécanisés : plates-formes individuelles, échafaudages roulants et échafaudages de pied,
- équipements mécanisés : plates-formes élévatrices mobiles de personnel, plates-formes sur mâts, plates-formes suspendues.

Garde-corps provisoires de chantier

Ils constituent le dispositif de protection collective le plus utilisé pour la protection de rives de dalles, de plancher en général ou encore de rives de toitures en pente en cours de travaux. Leur hauteur est comprise entre 1 m et 1,10 m par rapport à la surface de travail. La lisse supérieure rigide sert éventuellement de main courante.

Les matériels pour usage général font l'objet d'une norme (NF EN 13374). Celle-ci distingue trois classes de garde-corps (A, B et C), selon l'angle que forme la surface du plan d'évolution avec l'horizontale, ce qui conduit à des conceptions sensiblement différentes.

Une autre norme (NF P 93-355) spécifie les protections réservées aux travaux d'étanchéité de toitures terrasses (pente inférieure à 10°). Ces protections comportent des potelets, une lisse haute et un remplissage intermédiaire par filet.

Dispositifs de recueil souples

Ce sont en fait des dispositifs d'arrêt de chutes qui sont considérés comme des protections collectives dans le Code du travail. Ils regroupent essentiellement les filets en grandes nappes et les filets sur consoles. Ils sont adaptés aux situations dans lesquelles il n'est pas possible d'empêcher la chute par la mise en place d'un garde-corps.

	N° d'affaire : 035.91.18.00.179 Opération : FACTORY HUBS 91 191 GIF SUR YVETTE	P.G.C SPS	Date : 25/06/2018	Page 67 sur 101
---	---	------------------	------------------------------	------------------------

Ils doivent être mis en œuvre au plus près du niveau de travail pour limiter la hauteur de chute, qui ne doit en aucun cas excéder 3 m, et assurer l'absence de choc avec le sol ou un obstacle avant l'arrêt de la chute. Les conditions de mise en œuvre de ces dispositifs sont précisées dans une norme (NF EN 1263-2). Une recommandation de la CNAMTS (R 446) complète les informations à connaître pour l'utilisation et l'installation des filets en grandes nappes.

La mise en place du filet de sécurité est une phase délicate qui doit être analysée avant le choix de l'équipement. Elle nécessite généralement une intervention en hauteur en dessous du plan de travail.

Plates-formes individuelles roulantes

Ces plates-formes sont des matérielles autos stables dont le plancher de travail est situé à 2,50 m du sol, destinés à n'être utilisés que par un seul opérateur. Elles sont qualifiées de « légères » (PIRL) lorsque leur masse est inférieure à 50 kg et que la hauteur du plancher de travail n'excède pas 1,50 m.

Échafaudages roulants

Ce sont des matériels en éléments préfabriqués, auto stables, permettant des travaux en parois verticales ou en « plafond » à des hauteurs pouvant aller jusqu'à plus de 12 m, potentiellement utilisables par plusieurs personnes.

Échafaudages de pied

Ce sont des matériels à composants préfabriqués pouvant répondre à des demandes d'utilisation pour des travaux de grande envergure et de longue durée, nécessitant des postes de travail à grande hauteur et permettant l'accès à ces postes ainsi que l'acheminement du matériel nécessaire à la réalisation des travaux.

Échafaudages en console

Ce sont des matériels à composants préfabriqués, ne comportant qu'un seul niveau de travail, installés en encorbellement sur une paroi verticale et constitués de consoles, de plateaux destinés à la constitution des planchers et de protections périphériques. Contrairement aux autres types d'échafaudages, ils ne possèdent pas de moyens propres d'accès au plancher de travail.

Plates-formes élévatrices mobiles de personnel

Les PEMP sont des équipements destinés à l'élévation d'un poste de travail pour une ou plusieurs personnes et son déplacement dans l'espace. Ils sont tous constitués d'un porteur permettant la translation dans le plan support de l'équipement. L'élévation peut quant à elle être verticale seulement ou multidirectionnelle.

Plates-formes sur mâts

Ce sont des équipements constitués d'une plateforme de travail qui s'élève le long d'un ou plusieurs mâts fixés à une façade. Ils ont une capacité d'élévation de charge importante et permettent le stockage de matériaux et d'outillage.

Plates-formes de travail suspendues

Ces équipements anciennement dénommés « échafaudages volants » sont destinés aux travaux sur des parois verticales de constructions. Ils sont constitués d'une plate-forme suspendue par des câbles à des supports positionnés en partie haute de l'ouvrage, ce qui permet la mise à niveau du poste de travail temporaire. Ils permettent d'emporter de faibles charges.

Conformité aux exigences minimales de solidité et de sécurité

	N° d'affaire : 035.91.18.00.179 Opération : FACTORY HUBS 91 191 GIF SUR YVETTE	P.G.C SPS	Date : 25/06/2018	Page 68 sur 101
---	---	------------------	------------------------------	------------------------

La conformité des matériels qui constituent ces équipements de protection collective peut être évaluée en référence à plusieurs normes françaises.

Normes relatives aux équipements utilisés pour le travail en hauteur

- Garde-corps périphériques temporaires : NF EN 13374
- Protections périphériques temporaires pour travaux d'étanchéité en toiture : NF P 93-355
- Filets de sécurité : NF EN 1263-1 (exigences et essais) et NF EN 1263-2 (montage)
- Plates-formes individuelles roulantes : NF P 93-352 et NF P 93-353
- Échafaudages roulants : NF EN 1004 et NF P 93-520
- Échafaudages de pied : NF EN 12810-1, NF EN 12810-2, NF EN 12811-1, NF EN 12811-2, NF EN 12811-3
- Échafaudages en console : NF P 93-354
- Plates-formes élévatrices mobiles de personnel : NF EN 280
- Plates-formes sur mats : NF EN 1495
- Plates-formes suspendues : NF EN 1808

SOURCE INRS

9.7. Travaux de terrassement ou de tranchées


Consultation préalable des Services du CEA concernant les réseaux existant sur site.

- **Description :**

- 1 - Préparation de la plateforme avec déblais et remblais important
- 2 - Réalisation de réseaux VRD
- 3 - Préparation des talus pour recevoir les galeries enterrées (fouilles importantes 3m environ)
- 4 - Fondations bâtiment
- 5 - Réalisation de talus
- 6 - Utilisation de chaux pour le traitement des plateformes

- **Dangers spécifiques :**

1 – Circulation importante d'engins = heurts possibles de piétons ou de véhicules
Présence de réseaux enterrés

	N° d'affaire : 035.91.18.00.179 Opération : FACTORY HUBS 91 191 GIF SUR YVETTE	P.G.C SPS	Date : 25/06/2018	Page 69 sur 101
---	---	------------------	------------------------------	------------------------

2 - Chute de personne dans la tranchée

Renversement de véhicule

Affaissement du talus de la tranchée

Chute de personne, enfouissement

3 - Empoussièrement important et irritant

Brûlure des voies respiratoires et yeux, occasionnée par la poussière dégagée lors de l'application du traitement

4 - Levage avec risque de chute sur personne lors de la mise en place

Affaissement des parois et enfouissement de personnes

5 - Affaissement des parois et enfouissement de personnes

6- Risque lié à la découverte d'engins de guerre

Ne pas y toucher, ne jamais tenter de le démonter, de le frapper ou de le jeter au feu.

Suspendre immédiatement le travail et interdire toute approche de l'engin dans un rayon de 100m, alerter la FLS sans délai.

Avertir au plus vite le Maître d'Ouvrage qui organisera l'intervention des services de déminage de la préfecture de l'Essonne, le Maître d'Œuvre et le Coordonnateur SPS. Ne reprendre les travaux qu'après avoir reçu l'autorisation par un ordre de service.

- **Conditions d'intervention :**

- 1 - **Consultation préalable des Services du CEA**

- Allumage des feux des engins

- Port du gilet rétro réfléchissant

- Alarme sonore de recul sur tous les engins de chantier

- Respect des sens de circulation, des gabarits de hauteur

- 2 - Mettre en place garde-corps en périphérie des tranchées + échelle ou escalier d'accès selon dimension

- Balisage de la tranchée afin d'avertir les véhicules d'un danger proche (phares clignotant)

- Protection des talus

- Blindage des parois à l'avancement

- 3 - Blindage des parois à l'avancement

- Circulation d'engins en retrait de la fouille.

	N° d'affaire : 035.91.18.00.179 Opération : FACTORY HUBS 91 191 GIF SUR YVETTE	P.G.C SPS	Date : 25/06/2018	Page 70 sur 101
---	---	------------------	------------------------------	------------------------

Respecter la distance de 5m. Par rapport au bord de fouille.
Mettre en place garde-corps en périphérie des talus + échelle ou escalier d'accès selon dimension
Balisage de la tranchée afin d'avertir les véhicules d'un danger proche (phares clignotant)
Protection des talus

- 4 - Type de fondation et profondeur à déterminer selon rapport de sol
Balisage et protection autour de chaque massif.
Accès de personne interdit sans blindage complet toute hauteur
Attentes à croiser,
Remblais à effectuer au fur et à mesure de l'avancement des travaux.
- 5 - Pente adaptée à la hauteur du talus
Allumage des feux des engins de terrassement
Port du gilet rétro réfléchissant pour tous les personnels
Alarme sonore de recul sur tous les engins de chantier
Respect des sens de circulation, des gabarits de hauteur
Protection des parois des talus pour éviter le ravinement
- 6 - Phasage travaux à étudier afin d'éviter la présence de personnel au sol lors de l'application de la chaux.
Port des protections individuelles
Éviter le travail par grand vent.

9.8. Travaux de fondations

Prendre en compte l'étude de sol G2PRO réalisée par BOTTE SONDAGE, réf. 2018/225 en date du 30/05/2018.

- **Dangers spécifiques :**
 - Chute de personne dans la fouille
Renversement de véhicule aux abords de la fouille
Affaissement des parois et enfouissement de personnes
Chute de personne.

	N° d'affaire : 035.91.18.00.179 Opération : FACTORY HUBS 91 191 GIF SUR YVETTE	P.G.C SPS	Date : 25/06/2018	Page 71 sur 101
---	---	------------------	--------------------------	------------------------

- **Conditions d'intervention :**

1/2 - Mettre en place garde-corps en périphérie des tranchées + échelle ou escalier d'accès selon les cas.

Balisage de la tranchée afin d'avertir les véhicules d'un danger proche (phares clignotant)

Protection des talus

Blindage des parois à l'avancement si nécessaire

Circulation d'engins en retrait de la fouille.

Type de fondation et profondeur à déterminer selon rapport de sol

Balisage et protection autour de chaque massif.

Accès de personne interdit sans blindage complet toute hauteur

Attentes à croiser,

Remblais à effectuer au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

Pente adaptée à la hauteur du talus

Port du gilet rétro réfléchissant pour tous les personnels

Protection des parois des talus pour éviter le ravinement

Alarme sonore de recul pour tous les engins de chantier

Types de fondations et profondeur à déterminer selon rapport de sol

Balisage et protection autour de chaque massif.

Accès de personne interdit sans blindage complet toute hauteur

Attentes à croiser

Remblais à effectuer au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

Circulation d'engins lourds : respecter la distance de 5m. Par rapport au bord de fouille.

9.9. Utilisation de produits dangereux

Généralités :

L'entreposage de produits ou de matériels dangereux devra faire l'objet d'une information préalable transmise au Maître d'Œuvre. Ces éléments seront reconnaissables, identifiés et stockés séparément dans un endroit prévu à cet effet et équipé de dispositifs de sécurité et de protections recommandés par le fabricant.

Prévoir une surface de rétention pour éviter tout risque de pollution.

Les consignes à respecter et les dispositions particulières du fabricant, ainsi que les fiches de donnée sécurité des produits et les

	N° d'affaire : 035.91.18.00.179 Opération : FACTORY HUBS 91 191 GIF SUR YVETTE	P.G.C SPS	Date : 25/06/2018	Page 72 sur 101
---	---	------------------	------------------------------	------------------------

moyens de protection collective adaptés que l'entreprise se propose de mettre en œuvre, seront précisés dans son PPSPS, communiqué au Coordonnateur SPS avant livraison de ces éléments sur le chantier.

- **Nature des produits :**
À définir durant les inspections communes
- **Localisation des interventions :**
À définir durant les inspections communes
- **Conditions de stockage :**
À définir durant les inspections communes
- **Conditions d'intervention**
Communication des fiches de données sécurités au CSPS préalablement à la mise en place sur le chantier.
À définir durant les inspections communes

9.10. Ouvrages particuliers à réaliser


Sans Objet.

9.10. Mesures contre diverses nuisances

Les entreprises devront prendre toutes les mesures de nature à éviter le développement de nuisances dans l'environnement en mettant en œuvre au minimum :

- un matériel insonorisé et adapté aux horaires d'utilisation,
- des dispositifs propres à éviter la propagation de poussières et de fumées dans l'atmosphère (extracteurs, ventilateurs ...)
- des consignes pour éviter l'emploi de sirènes ou klaxon d'une manière intempestive,
- des mesures de protection vis-à-vis d'autres salariés lors d'emploi de produits chimiques

L'ensemble de ces mesures devra être explicité dans le PPSPS de chaque entreprise concernée.
Ces nuisances seront évoquées lors des inspections communes.

	N° d'affaire : 035.91.18.00.179 Opération : FACTORY HUBS 91 191 GIF SUR YVETTE	P.G.C SPS	Date : 25/06/2018	Page 73 sur 101
---	--	-----------	-----------------------------	------------------------

10. DISPOSITIONS PRISES EN MATIERE DE DANGER LIES A LA CO-ACTIVITES

10.1. Généralités :

Il convient d'éviter au maximum les superpositions de tâches.

Sur le principe, en plus des protections collectives à installer sur le chantier, toute activité d'entreprise située au niveau supérieur devra faire l'objet par celle-ci de protection adéquate pour les entreprises au niveau inférieur.

10.2. Décalages d'intervention (travaux superposés, protections collectives) :

- Lots et zones concernés :

Interaction au niveau 0 entre les lots GO /Terrassement/ Électricité

Interaction entre les lots Gros-œuvre / Électricité / traitement d'air et plomberie /

Interaction entre Menuiseries intérieures / Cloisons doublage / Carrelage et faïence / Peinture et revêtements de sols

Interaction entre les lots Étanchéité / Façades / Métallerie

Travaux de mise en œuvre de la charpente et couverture et finition des façades (maçonnerie, Menuiseries extérieures, occultation et Ravalement)

Travaux de réalisation et de mise en place des Équipements de l'atelier.

Liste non, exhaustive.

- Mesures prises :

Étude avec OPC, Maîtrise d'Œuvre et Entreprise pour synchroniser les actions et éviter le plus possible les co-activités.

En cas de travaux superposés, l'entreprise située en partie supérieure devra prendre les mesures de protection adaptées, balisages ou autres, **pour éviter tout accident, chute d'objet, de matériel de matériaux etc.... en contrebas.**

Durant l'Inspections Communes avec les entreprises analyse des méthodes d'interventions envisagées par celles-ci.

	N° d'affaire : 035.91.18.00.179 Opération : FACTORY HUBS 91 191 GIF SUR YVETTE	P.G.C SPS	Date : 25/06/2018	Page 74 sur 101
---	--	-----------	-----------------------------	-----------------

10.3. Isolation de certaines zones (travaux bruyants, nocif, utilisation de substances toxiques)

- **Lots concernés** :

- VPP/VCT
- VRD et GO et Plomberie pour utilisation de colle PVC
- Lot Peinture pour solvant et peinture.

- **Localisation des zones** :

- Pour VRD travaux extérieur
- Pour GO travaux de réseaux
- Pour Plomberie travaux zones Sanitaires.
- Peinture toutes zones
- Façades extérieures

Nuisances sonores - Limites d'émissions applicables aux engins de chantier
(Matériels neufs Certificat de conformité C.E.)

Rappel de la réglementation:

Arrêtés du 12 mai 1997 (J.O. du 3 juin 1997) du Ministère de l'Environnement complètent le Décret n° 95.79 du 23 janvier 1995, fixant les prescriptions prévues par la loi n° 92.1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit.

Depuis le 03/01/2006 la réglementation européenne (Directive 2000/14/CE) est plus rigoureuse:

MATÉRIELS	Valeurs LWA en dB(A) / 1 pW		
	Débit (Q), Puissance (P) Masse m (kg) Ampérage (A)	Niveau sonore limité en dB (A)	
		A partir du 03/01/2002	À partir du 03/01/2006
Compresseurs	P ≤ 15	99	97
	P > 15	100 à 102	98 à 100
Groupes électrogènes de puissance et de soudage	P < 2 KVA	97	95
	2 < P < 10	99	97
	P > 10 KVA	98 à 100	96 à 98
Marteaux piqueurs brise béton	m < 15 kg	107	105
	15 kg < m < 30 kg	108 à 110	106 à 108
	m > 30 kg	112 à 114	110 à 112
Engins sur chenilles (excepté pelles)	P < 55	106	103
	55 < P < 500	107 à 117	104 à 114
Bouteurs sur roues	P < 55	104	101
Chargeuses Chargeuses pelleteuses	55 < P < 500	105 à 115	102 à 112
Pelles hydrauliques	P < 15	96	93
	15 < P < 500	97 à 113	94 à 110

- Une plaque indique le niveau acoustique;
- Si valeur pression acoustique au poste de conduite $L_{pa} > 85 \text{ dB (A)}$: risque pour le conducteur. 80 dB(A)

	N° d'affaire : 035.91.18.00.179 Opération : FACTORY HUBS 91 191 GIF SUR YVETTE	P.G.C SPS	Date : 25/06/2018	Page 76 sur 101
--	---	------------------	------------------------------------	------------------------

PROTECTIONS ENVIRONNEMENTALES CONCERNANT LES ENGINs

- Les engins thermiques mobiles ne sont pas autorisés à laisser leur moteur tourner à l'arrêt;
- Bon état de flexibles de transmission hydraulique, des sertissages ;
- Utilisation d'une huile hydraulique « Norme environnement » souhaitable;
- Bacs de rétention des hydrocarbures pour tous les engins de chantier fixes, l'huile de décoffrage ;
- Les huiles de vidanges seront évacuées dans des containers vers un centre de recyclage.

Réception des engins sur le site

Lors de leur arrivée, chaque engin ou matériel fera l'objet d'une réception: examen visuel et vérification du carnet d'entretien.

Copies des documents à remettre au CSPS (conformité aux normes les plus récentes, entretien régulier) et faisant état des émissions réglementaires, sonores et atmosphériques.

Tous les travaux réalisés dans l'environnement immédiat des câbles électriques sont soumis à réglementation,

Soit notamment :

- Arrêté ministériel du 02/04/1991
- Code du travail : Art 172 du titre 12 du décret n°65.48 du 08/01/1965 modifié par le décret 95.608 DU 06/05/1995

Tous les entrepreneurs devront, en fonction de leurs prestations, prendre toutes les dispositions qui conviennent lors de leurs interventions à proximité des lignes hautes tension.

Rappel :

Les distances minimales d'approche électriques comportant des pièces nues sous tension sont fixées à :

- 3 m pour les ouvrages dont la tension est inférieure à 57 000 V.
- 5 m pour les ouvrages dont la tension est supérieure à 57 000 V.
- Ces distances doivent tenir compte de tous les déplacements possibles (balancements, fouettements...) des charges transportées et des ouvrages.

	N° d'affaire : 035.91.18.00.179 Opération : FACTORY HUBS 91 191 GIF SUR YVETTE	P.G.C SPS	Date : 25/06/2018	Page 77 sur 101
--	---	------------------	------------------------------	------------------------

Normes DES E.P.I.

Protections individuelles	Normes	Port effectif
Casque de chantier Durée de vie: 2 ans suivant gravure sous la visière (chocs avec un objet saillant, chutes ou projection d'objets, chutes du salarié).	NF EN 397	
Lunettes de sécurité (Projection, piochage, meulage. Lunettes de soudage Masques de soudage à l'arc Contre rayonnement laser	NF EN 166 NF EN 169 NF EN 175 NF EN 207-208	
Demi- masques anti poussières (jetable) Préciser le type Masque pour peinture au pistolet	NF EN 149 NF EN 136	
Casque anti-bruit - bruit > 80 dbA (marteau-piqueurs, sciage, ponçage, rainureuse, projection.... (Préciser l'indice global d'affaiblissement)	NF EN 352	
Gants de sécurité -Risques mécaniques et coupures (manutention, ferrailage) - Risque chimique - Risque thermique	NF EN 399 NF EN 374 NF EN 407	
Genouillères (carreleurs, chapistes, chauffagistes, étancheurs, couvreurs...)	-	
Chaussures (et bottes) de sécurité à usage professionnel (Résistance à l'écrasement, la perforation)	NF EN 345 (200 Joules)	
Vêtements de protection contre les intempéries de protection pour le soudage	NF EN 343	
Harnais de sécurité (sécurité ponctuelle aux chutes de hauteur)	NF EN 353	
Vêtements de signalisation haute visibilité (travaux sur voie publique)	NF EN 471	

	N° d'affaire : 035.91.18.00.179 Opération : FACTORY HUBS 91 191 GIF SUR YVETTE	P.G.C SPS	Date : 25/06/2018	Page 78 sur 101
---	--	-----------	-----------------------------	-----------------

11. MODALITE DE COOPERATION ENTRE LES ENTREPRISES, LES EMPLOYEURS, LES TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

11.1. Plan particulier de sécurité et de protection de la santé

- **Règle de diffusion et de communication**

Diffusion du PPSPS de l'entreprise adjudicataire après inspection commune avec le Coordonnateur SPS.
Diffusion du PPSPS, par l'entreprise, aux organismes de prévention, au Maître d'Ouvrage et d'Œuvre et au Coordonnateur SPS.
Copie des bordereaux de transmission au coordonnateur SPS

Inspection commune du sous-traitant à effectuer avec l'entreprise titulaire et le sous-traitant.
Transmission du PPSPS de l'entreprise titulaire à son sous-traitant pour réalisation de son document PPSPS.
Transmission du PPSPS aux organismes de prévention, au Maître d'Ouvrage et d'Œuvre et au Coordonnateur SPS.

- **Harmonisation des PPSPS**

Le coordonnateur SPS vérifie la concordance entre les PPSPS et les Inspections communes effectuées.

Après réception des PPSPS le coordonnateur SPS analyse les méthodes et les moyens de mise en œuvre envisagés par les entreprises (voir système d'analyse joint en annexe du PGC).

Il analyse les co-activités ou interférences éventuelles et consigne ses remarques sur le Registre Journal à chacune des entreprises concernées de façon à ce que celles-ci intègre les nouveaux paramètres, les nouvelles obligations, la nouvelle méthode de travail retenue etc...

Le coordonnateur SPS fait part de ces analyses au Maître d'Œuvre afin de les intégrer dans l'organisation de chantier et éventuellement au planning.

Une Inspection Commune peut avoir de nouveau lieu avec l'ensemble des entreprises concernées.

	N° d'affaire : 035.91.18.00.179 Opération : FACTORY HUBS 91 191 GIF SUR YVETTE	P.G.C SPS	Date : 25/06/2018	Page 79 sur 101
--	---	------------------	------------------------------------	------------------------

11.2. Inspections Communes

- **Règle de diffusion et de communication**

Avant le début des travaux, l'ensemble des PV de conformité sera transmis au CSPS ainsi que tous documents inhérents à la Sécurité (vérification réglementaire, électricité, incendie, contrôle technique des engins, autorisation de conduite....) **pour le personnel déjà désigné et le matériel devant être engagé pour l'intervention.**

Établissement du P.P.S.P.S.

a) Dès qu'elle en a connaissance, l'entreprise diffusera au coordonnateur de sécurité et de santé les éléments suivants:

Les noms et adresses des entrepreneurs et sous-traitants intervenant dans le processus de réalisation des ouvrages.

La date approximative d'intervention de chaque sous-traitant.

L'effectif prévisible par entreprise des travailleurs affectés au chantier.

La durée prévue des travaux de chaque sous-traitant.

b) Chaque entreprise réalisant des travaux doit rédiger un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (P.P.S.P.S.) avant de démarrer toute intervention sur le chantier. Ce P.P.S.P.S. devrait être adapté à l'opération considérée.

Pour cela elle dispose de 30 jours à compter de la réception de son marché pour élaborer le P.P.S.P.S. pour l'entreprise générale et d'une semaine pour les entreprises sous-traitantes.

L'entreprise du lot principal communiquera son P.P.S.P.S. à toutes les entreprises des autres lots.

c) Préalablement à toute intervention, chaque entreprise procédera à une Inspection Commune du chantier avec le coordonnateur sécurité en vue de préciser, en fonction des caractéristiques des travaux à réaliser, les consignes à observer, les P.P.S.P.S. à diffuser par le coordonnateur.

Cette inspection commune aura lieu chaque fois que c'est possible avant diffusion définitive du P.P.S.P.S. de manière à intégrer éventuellement dans ce document, les consignes résultant de l'inspection préalable procédée sur le chantier.

d) Chaque entreprise y compris sous-traitantes, diffusera un exemplaire de son P.P.S.P.S. au Coordonnateur sécurité via l'entreprise titulaire du marché.

Il doit être conservé par chaque entrepreneur **5 ans après réception des ouvrages.**

L'entreprise du lot principal ainsi que l'ensemble des entreprises réalisant des travaux présentant des risques particuliers tels qu'énumérés sur la liste prévue à l'article L 235-6 du code du travail procéderont en supplément, a une diffusion du P.P.S.P.S. aux organismes administratifs de prévention dont la liste est donnée dans le présent plan Général de Coordination (article 2.1). Toutes les

	N° d'affaire : 035.91.18.00.179 Opération : FACTORY HUBS 91 191 GIF SUR YVETTE	P.G.C SPS	Date : 25/06/2018	Page 80 sur 101
--	---	------------------	------------------------------	------------------------

entreprises tiendront leur P.P.S.P.S. sur le chantier à disposition de ces mêmes organismes de prévention.

Au cas où l'entrepreneur contactant aurai plusieurs sous-traitants, il sera tenu de leur communiquer, dès la conclusion du contrat, les noms et adresses des autres sous-traitant, de leur transmettre, sur leur demande, les P.P.S.P.S. établis par les autres sous-traitants.

Les clauses définies au présent article sont entièrement applicables à tous les sous-traitants et aux prestataires de services travaillant pour le compte de l'entreprise titulaire.

Toute dérogation à cette règles serait une clause d'expulsion immédiate du chantier du traitant ou prestataire concerné sans que l'entreprise adjudicataire puisse prétendre à une quelconque indemnité, et sans préjudice de l'application des autres clauses des documents contractuels.

Une Inspection Commune peut avoir de nouveau lieu avec l'ensemble des entreprises concernées.

À ce titre des **Inspections Communes** seront réalisées au fur et à mesure de la désignation des entreprises durant leur période de préparation.

Les entreprises sont tenues de prendre rendez-vous avec le Coordonnateur SPS au moins 2 semaines avant leur intervention.

Ces Inspections Communes pouvant être renouvelable en fonction des interactions du ou des chantiers.

Il est rappelé aux entreprises qu'il est INTERDIT de démarrer les travaux si :

- constat de défaut d'Inspection Commune (inspection commune non effectuée, délais des 3 semaines non respecté),
- non réception du PPSPS,
- analyse du PPSPS non effectué par le coordonnateur SPS.
- si le PPSPS est visé avec réserve ou refusé.

Travailleurs indépendants

Les travailleurs indépendants, les employeurs exerçant eux-mêmes une activité sur le chantier, sont assujettis :

- ⇒ À l'établissement d'un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé,
- ⇒ Aux mesures générales de protection et de solidarité,

	N° d'affaire : 035.91.18.00.179 Opération : FACTORY HUBS 91 191 GIF SUR YVETTE	P.G.C SPS	Date : 25/06/2018	Page 81 sur 101
---	---	------------------	------------------------------	------------------------

- ⇒ Aux modalités de l'évaluation des risques pour la santé et la sécurité liés aux choix des procédés, des équipements de travail, des substances dans l'aménagement des lieux de travail, dans la définition des postes de travail,
- ⇒ Aux actions des organismes Professionnels d'Hygiène et de Sécurité et des Conditions de Travail,
- ⇒ Aux règles relatives aux substances et préparations dangereuses,
- ⇒ À la mise en place, à l'acquisition et à l'utilisation de matériel conforme,
- ⇒ À mettre en œuvre, vis-à-vis des autres personnes intervenant sur le chantier, comme d'eux-mêmes, les principes généraux de prévention.

Le Plan Général de Coordination leur est applicable en totalité.

Emploi du personnel intérimaire

Dans le cas où les entreprises feraient appel à du personnel fourni par une agence d'intérim, il leur appartient de s'assurer que ce personnel satisfait aux obligations d'aptitude médicale, aux postes auxquels il sera employé.

Ce personnel devra être doté des mêmes moyens de protection individuelle que les salariés en poste sur le chantier par l'entreprise utilisatrice.

Le responsable sur site de l'entreprise concernée devra, lors de l'accueil de ces personnes, leur exposer les Règles de sécurité du chantier et les Règles de prévention (par exemple : jeu de cartes O.P.P.B.T.P.).

Certains travaux, sauf dérogation du directeur du travail et de l'emploi, sont interdits aux intérimaires

- ⇒ Exposition à certains agents chimiques (liste à demander aux CRAM)
- ⇒ Inhalation des poussières et métaux durs (nickel, cuivre,...)
- ⇒ Travaux de dé-flocage et démolition exposant aux poussières d'amiante

11.3. Transmission des documents au Coordonnateur SPS

Toutes les entreprises devront transmettre 1 semaine minimum avant intervention de leur personnel les éléments suivants :

- ☐ Habilitation électrique conforme au travail à exécuter
- ☐ Certificat de conformité des engins
- ☐ Fiche de contrôle périodique des engins

	N° d'affaire : 035.91.18.00.179 Opération : FACTORY HUBS 91 191 GIF SUR YVETTE	P.G.C SPS	Date : 25/06/2018	Page 82 sur 101
---	---	------------------	------------------------------	------------------------

☐ CACES et autorisation de conduite

En cas d'absence du coordonnateur SPS, les entreprises transmettrons ces éléments par télécopie au bureau du coordonnateur.

Fiches de Données de Sécurité:

Pour tous les produits une Fiche de Données de Sécurité (F.D.S.) sera réclamée par l'Entreprise aux fournisseurs, en complément de la Fiche Technique.

Une copie sera adressée au Coordonnateur S.P.S.

Liste non limitative:








- *Ciments - B.P.E. – adjuvants;*
- *Huiles de démoulage;*
- *Protections extérieures des ouvrages enterrés – cuvelage;*
- *Produits de jointoiement ou de ragréage;*
- *Bétons bitumineux;*
- *Solvants de dégraissage;*
- *Protections anticorrosion appliquées sur site;*
- *Impression, lasures, vernis, peintures, solvants...*

Les produits ouverts seront disposés sur un bac de rétention.

L'étiquetage sera si nécessaire complété.

Les fûts seront munis sur le dessus d'un tapis absorbant les hydrocarbures

11.4. Symboles des produits dangereux

SYMBOLES			PRESENCE	FICHES DE DONNEES DE SECURITE (F.D.S.)
	F Facilement Inflammable	F+ extrêmement inflammable		
	O Matières comburantes			
	E Matières explosives Risque d'explosion			
	T Matières toxiques	T+ Matières très toxiques		
	Xn Matières nocives	Xi Matières irritantes		
	C Matières corrosives			
	N Dangereux pour l'environnement			

	N° d'affaire : 035.91.18.00.179 Opération : FACTORY HUBS 91 191 GIF SUR YVETTE	P.G.C SPS	Date : 25/06/2018	Page 84 sur 101
--	---	------------------	------------------------------	------------------------

Vérifications Générales Périodiques (V.G.P.) des matériels

Copie du Certificat de conformité C.E.;

La date de la dernière vérification et les observations éventuelles levées (date et visa).

À communiquer au Coordonnateur S.P.S.

Les documents seront disponibles sur le site:

- Grues mobiles et grues auxiliaires sur camions ;
- Appareils de levage (chaînes, palonniers, élingues, sangles) ;
- Mini pelles et pelles hydrauliques ;
- Compresseurs.

CACES: Autorisation de conduite des engins à conducteur porté:

Chaque conducteur devra posséder une autorisation de conduite délivrée par son employeur, conforme à la recommandation CNAM R 372 (au vu d'un Certificat d'Aptitude à la Conduite d'Engins en Sécurité (CACES) et de l'avis annuel du Médecin du Travail) précisant l'aptitude à la conduite.

DOUBLE AUTORISATION DE CONDUITE (TRAVAILLEUR INTERIMAIRE):

Lorsque du personnel de conduite d'engins est mis à disposition d'un chef d'établissement par une entreprise de travail temporaire, il appartient :

- Au Chef d'établissement de l'entreprise de travail temporaire de mettre à disposition de l'entreprise utilisatrice un conducteur reconnu apte médicalement et titulaire du CACES pour la catégorie d'engins concernée ou d'un diplôme, titre, ou certificat équivalent;
- À l'entreprise utilisatrice, après l'avoir informé des risques propres aux sites et aux travaux à effectuer, de lui délivrer une autorisation de conduite, pour la durée de la mission.

Pour les entreprises qui pratiquent la fiche d'accueil, la mention de l'autorisation de conduite d'engins qu'elles donnent à l'intérimaire pourra être inscrite sur celle-ci, et dès lors en tenir lieu, sous réserve que les conditions préalables à la conduite en sécurité soient respectées.

Autorisations de conduite (employeurs)

Les autorisations sont obligatoires par le Décret n° 98 - 1084 du 2 décembre 1998.

Recommandations	Validité	Catégories de CACES	
R 372 modifiée Engins de chantiers	10 ans	1 à 10 (Voir annexe)	
R 383 modifiée Grues mobiles	5 ans	1 Sur porteur ou automotrice 2 chenilles	A - à Treillis B - Télescopique C - Sur rails
R 386 modifiée Plate-forme Élévatrices Mobiles de Personnes (PEMP)	5 ans	<ul style="list-style-type: none"> • Translations: repliée • Commandes sur châssis • Organes de commandes sur la plate-forme Groupe A : élévation suivant un axe vertical Groupe B : élévation multidirectionnelle	
R 389 modifiée Chariots automoteurs de manutention à conducteur porté	5 ans	Industrie des transports 1 à 6	
R 390 Grues auxiliaires de chargement de véhicules	5 ans		

Référence du CACES (Certificat d'Aptitude à la Conduite En Sécurité)

Mention ou copie aux contrats (Intérimaires et locations avec conducteur)

Avis annuel du Médecin du Travail

Mention à la fiche d'accueil. Information sur les lieux de travail, et instructions Document avec photo.

	N° d'affaire : 035.91.18.00.179 Opération : FACTORY HUBS 91 191 GIF SUR YVETTE	P.G.C SPS	Date : 25/06/2018	Page 86 sur 101
--	---	------------------	------------------------------	------------------------

AUTORISATION DE CONDUITE D'ENGINS

Le soussigné (nom et prénom de l'employeur ou de son représentant)

Raison sociale de l'entreprise

Certifie que M. (nom, prénom, fonction du conducteur)

M'a présenté:

- Le certificat d'aptitude à la conduite d'engin en sécurité, qui lui a été délivré le..... ..
 - par M. (nom, prénom, qualité)..... ..
 - représentant l'organisme testeur (raison sociale)..... ..
 - testeur de l'entreprise (raison sociale)..... ..
 - Le certificat faisant foi de son aptitude professionnelle (C.A.P., C.F.P., Brevet militaire ou tout autre certificat équivalent) (nature du certificat)
- Délivré le.....Par.....**

De plus l'aptitude médicale au poste de travail de conduite d'engin a été vérifiée par le Docteur (nom, prénom)

En foi de quoi, j'autorise M. (nom du conducteur)

À conduire les engins de catégorie(s)

Pour le compte de mon entreprise.

Le (date, signature, cachet)

	N° d'affaire : 035.91.18.00.179 Opération : FACTORY HUBS 91 191 GIF SUR YVETTE	P.G.C SPS	Date : 25/06/2018	Page 87 sur 101
---	---	------------------	------------------------------------	------------------------


Déclaration de conformité des engins

La déclaration du constructeur est imposée par le Code du Travail (L233-5 R233-83), pour commercialiser sur l'espace européen une machine ou un équipement:

- Identification précise du matériel;
- Dispositions réglementaires applicables;
- Si le matériel a été soumis à un examen CE de type, coordonnées de l'organisme ayant délivré l'attestation.

Il ne s'agit pas d'édicter des spécifications techniques très détaillées qui tendent à proposer des " euro produits ", mais d'énoncer des exigences générales, dites essentielles, en matière de sécurité, de santé, d'environnement et de protection.

Modèle de marquage CE:

Note: La  Directive des Produits de Construction (DPE) incite les fabricants à étendre la certification à l'ensemble des composants de la construction.

Remise de la déclaration:

Cette déclaration CE de conformité doit être remise à l'utilisateur lors de :

- La vente;
- La cession d'un matériel d'occasion;
- La location
- Ou la mise à disposition à quelques titres que ce soit;

Documents à réclamer (avec copie) du rapport de contrôle périodique) lors de la commande pour joindre au classeur de sécurité sur le chantier.

	N° d'affaire : 035.91.18.00.179 Opération : FACTORY HUBS 91 191 GIF SUR YVETTE	P.G.C SPS	Date : 25/06/2018	Page 88 sur 101
---	--	-----------	-----------------------------	-----------------

TABLEAU DES PRINCIPALES VERIFICATIONS PERIODIQUES:

MATERIEL INSTALLATION	NATURE DE L'INTERVENTION	FREQUENCE MINIMUM	MENTION DES RESULTATS	REFERENCE REGLEMENTAIRES
Engins de terrassement Matériel de forage	Vérification générale	Tous les 12 mois	Registre de sécurité	Code du Travail Art. Art. R.4323- 22 Arrêté du 05/03/1993 Arrêté du 04/06/1993
Installations électriques	Vérification	• <i>A la mise en service et après modification de structure</i> • <i>Tous les 12 mois</i>	Registre de contrôle Rapport de vérification	Décret du 14/11/1988 (Art. 53, 54, 55) Arrêté du 20/12/1988 modifié
Appareils de levage et accessoires.	Vérification de mise en service	• <i>Tous les 12 mois</i> • <i>6 mois pour les appareils mobiles.</i>	Registre de sécurité	Code du Travail (Art. R.4323-22) arrêté du 09/06/1993
Élévateurs de poste de travail mus à la main.	Vérification Générale Périodique	Tous les 3 mois	Registre de sécurité	Code du Travail (Art. Art. R.4323- 22) Arrêté du 09/06/1993
Échafaudage Tour escalier d'accès	Examen	Tous les 3 mois	Registre de sécurité	Art. 22 (D 08/01/1965) Art. 139 (D 08/01/1965)
Nacelles	Vérification	Suivant notice du fabricant (Tous les 12 mois)	Registre de Sécurité	Code du Travail (Art. Art. R.4323- 22) arrêté du 09/06/1993
Appareils à air comprimé (Compresseurs...)	Vérifications	Avant chaque épreuve Tous les 3 ans		Décret du 18/01/1943 Arrêté du 23/07/1943 Arrêté du 19/01/1962 Arrêté du 02/01/1986 Arrêté du 14/11/1989

	N° d'affaire : 035.91.18.00.179 Opération : FACTORY HUBS 91 191 GIF SUR YVETTE	P.G.C SPS	Date : 25/06/2018	Page 89 sur 101
---	---	------------------	--------------------------	------------------------

MATERIEL INSTALLATION	NATURE DE L'INTERVENTION	FREQUENCE MINIMUM	MENTION DES RESULTATS	REFERENCE REGLEMENTAIRES
	Épreuves Appareils mobiles ou semi fixes	Tous les 5 ans		
Pistolets de scellement	Vérification du bon fonctionnement des dispositifs de sécurité.	Journalière, avant emploi		Circulaire 10/54 du 21/12/1954 Arrêté du 11/05/1977 (Interdiction des pistolets à tir direct) Recommandation R 196 CNAM du 16/12/1980
Extincteurs	Vérification	Tous les 12 mois		

11.5. Sous-traitance

- Demande d'agrément à formuler au près du Maître d'Ouvrage. Inspection commune du sous-traitant à effectuer avec l'entreprise traitante et le sous-traitant.
- Transmission du PPSPS de l'entreprise traitante à son sous-traitant pour réalisation de son document.

11.6. Collège inter-entreprises de sécurité de santé et de conditions de travail

- Sans objet.

12. DECLARATION PREALABLE

Nature : Construction d'un Bâtiment atelier d'impression 3D métallique
91 191 GIF Sur Yvette

Début des travaux : 3 SEPTEMBRE 2018

Adresse :
CEA SACLAY
91191 GIF SUR YVETTE CEDEX

Fin des travaux : MAI 2019

Effectif présumé :
25 personnes environ

Nombre d'entreprises présumées :
10 Entreprises

MAITRE DE L'OUVRAGE :

CEA SACLAY
91191 GIF SUR YVETTE CEDEX

CONDUCTEUR D'OPERATION

CEA Saclay DIGITEO
Labs-Bât. 565
91 191 GIF SUR YVETTE
LIST UI2P

ARCHITECTE

A 26 GL ARCHITECTURE
161 bis Rue de Vaugirard
750515 Paris

**COORDONNATEUR SECURITE
ET PROTECTION DE LA SANTE :**

QUALICONSULT SECURITE Conception et Réalisation
Agence d'EVRY
4 Rue du Bois Sauvage
91055 EVRY CEDEX

13. LISTE DES INTERVENANTS

	NOM	COORDONNEES
MAITRE D'OUVRAGE	COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES	91 191 GIF SUR YVETTE
CONDUCTEUR D'OPERATION	CEA Saclay DIGITEO Labs-Bât. 565 91 191 GIF SUR YVETTE M.LESCOT Loïc	LIST UI2P loic.lescot@cea.fr Tél : 01 69 08 11 16 Port : 06 87 87 67 56
ARCHITECTE	A 26 GL ARCHITECTURE	161 bis Rue de Vaugirard 750515 Paris dory@a26.eu ggeorges@a26.eu Tél : 09 70 75 52 83

	N° d'affaire : 035.91.18.00.179 Opération : FACTORY HUBS 91 191 GIF SUR YVETTE	P.G.C SPS	Date : 25/06/2018	Page 92 sur 101
---	---	------------------	--------------------------	------------------------

BET STRUCTURE	BIGS INGENIERIE	165 bis Rue de Vaugirard 75015 Paris Tél : 01 70 64 22 35 fquichaud@betbigs.com pbartoli@betbigs.com
BUREAU DE CONTRÔLE	QUALICONSULT SECURITE Agence d'Évry M.VOGEL Jean-Damien	4 Rue du Bois Sauvage 91055 EVRY CEDEX Tél : 01 60 78 07 90 Fax : 01 60 78 35 45 jean-damien.vogel@qualiconsult.fr
COORDONNATEUR SPS	QUALICONSULT SECURITE Agence d'Évry M.VIAL Régis	4 Rue du Bois Sauvage 91055 EVRY CEDEX Tél : 01 60 78 07 90 Fax : 01 60 78 35 45 Port : 06.73.38.72.30 regis.vial@qualiconsult.fr

ENTREPRISES



	NOM	COORDONNEES	EFFECTIF	DATE DEBUT DES TRAVAUX
- Lot 1 : VRD / Terrassement / Fondations / Gros-œuvre / Clos couvert				
- Lot 2 : Électricité				
- Lot 3 : CVC				
- Lot 4 : Second œuvre				

SOUS TRAITANT





	NOM	COORDONNEES	EFFECTIF	DATE DEBUT DES TRAVAUX	DELAI
SOUS TRAITANT DU LOT N°					
SOUS TRAITANT DU LOT N°					
SOUS TRAITANT DU LOT N°					
SOUS TRAITANT DU LOT N°					

	N° d'affaire : 035.91.18.00.179 Opération : FACTORY HUBS 91 191 GIF SUR YVETTE	P.G.C SPS	Date : 25/06/2018	Page 95 sur 101
---	--	-----------	-----------------------------	-----------------

14. FICHE D'APPEL EN CAS D'ACCIDENT

SERVICE D'URGENCE	FLS <i>(Pompiers, force de l'ordre)</i>	F.L.S. tél : 01.69.08.22.24 poste : 2.22.24 Téléphone rouge : ligne directe Police Secours : inutile sur le site du CEA SAMU : inutile sur le site du CEA	
COORDONNATEUR SPS	QUALICONSLT SECURITE	Agence d'Évry 4 Rue du Bois Sauvage 91055 EVRY CEDEX	Tél : 01 60 78 07 90 Fax : 01 60 78 35 45
 CRAMIF	Caisse Régionale d'Assurance Maladie Antenne de l'Essonne Service Prévention des Risques Professionnels Immeuble « EURO CAP » 507 Place des Champs Élysées 91026 EVRY CEDEX M.ODRY		Tél. : 01.60.77.60.00 Fax : 01.60.77.60.15 http://www.cramif.fr
 Liberté • Égalité • Fraternité RÉPUBLIQUE FRANÇAISE Ministère de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement Inspection du Travail	Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de l'Essonne Immeuble Européen 98 allée des Champs Élysées		Tél. : 01.78.05.41.00

	N° d'affaire : 035.91.18.00.179 Opération : FACTORY HUBS 91 191 GIF SUR YVETTE	P.G.C SPS	Date : 25/06/2018	Page 96 sur 101
---	---	------------------	--------------------------	------------------------

	Courcouronnes CS30491 91 042 EVRY	
 OPPBT	Organismes Professionnel de Pré- vention du Bâtiment et des Travaux Pu- blics 1 rue Heyrault 92660 Boulogne Billancourt	Tél : 01.40.31.64.00 Fax : 01.40.30.57.97 http://www.oppbtp.fr
METEO FRANCE	Centre interdépartemental de Pa- ris-Montsouris 26 Boulevard Jourdan 75014 PARIS	Tel : 01.53.62.22.32 Fax : 01.53.62.22.39
HOPITAL LE PLUS PROCHE	*Hôpital Général	4 place Général Leclerc 91400 ORSAY Tél : 01 69 29 75 63 Tél:
CENTRE ANTI-POISON  		200 rue du faubourg Saint Denis 75018 PARIS Tél : 01.40.37.04.04
GRAND BRULE	HÔPITAL SAINT - LOUIS	1, Avenue Claude Vellefaux 75010 PARIS Tél. : 01 41 49 49 49
SOS MAINS/DOIGTS SECTIONNES 	Clinique de l'YVETTE	67 Route de CORBEIL 91160 LONGJUMEAU Tél: 08 26 30 60 30

	N° d'affaire : 035.91.18.00.179 Opération : FACTORY HUBS 91 191 GIF SUR YVETTE	P.G.C SPS	Date : 25/06/2018	Page 97 sur 101
---	--	-----------	-----------------------------	-----------------

ANNEXES

Annexe 1

MISSION ET ROLE DU CHARGÉ DE SÉCURITÉ

Annexe 2

PROTOCOLE DE DECHARGEMENT ET CHARGEMENT (OPP BTP)

Annexe 3

FICHE D'ACCUEIL (OPP BTP)

	N° d'affaire : 035.91.18.00.179 Opération : FACTORY HUBS 91 191 GIF SUR YVETTE	P.G.C SPS	Date : 25/06/2018	Page 98 sur 101
---	--	-----------	-----------------------------	-----------------

ANNEXE 1

MISSION ET ROLE DU CHARGÉ DE SÉCURITÉ

- Filtrer l'accès au chantier par la préparation aux différentes demandes d'autorisations auprès des Maîtrises d'œuvre et d'Ouvrage pour le personnel de l'Entreprise et de celui des Sous-traitants de l'Entreprise,
- Réaliser et renseigner les fiches d'accueils concernant l'Entreprise et celles des Sous-traitant de l'Entreprise (fourniture des PIC à jour, modalités d'accès, mesures de sécurités,),
- Faire le lien entre les différents acteurs du chantier et les Entreprises Sous-traitantes préalablement à leurs interventions sur site, participer aux inspections communes avec les Entreprises Sous-traitantes et le CSPS de l'opération autant que besoin,
- Gestion du contrôle du personnel relevant de l'Entreprise et de celui des Sous-traitant de l'Entreprise, les fournisseurs et des entreprises qui viennent livrer de la marchandise,
- Définir Conformément aux CCTP, CCAG, PGC SPS,..., piloter et optimiser la politique d'hygiène, sécurité et environnement de l'Entreprise et des Sous-traitant de l'Entreprise sur le chantier,
- Évaluer et prévenir les risques professionnels et environnementaux de l'Entreprise et ceux des Sous-traitant de l'Entreprise sur le chantier,
- Contrôler la mise en place des Modes Opératoires de l'Entreprise et de ceux des Sous-traitants de l'Entreprise, contrôler l'application des dispositifs et des consignes de sécurité,
- Gestion de la mise en place des mesures palliatives et correctives si besoin, mise à jour des PPS PS de l'Entreprise, et de ceux des Entreprises Sous-traitantes,
- Gestion de la vérification de la formation du personnel de l'Entreprise et de celui des Sous-traitant de l'Entreprise (CACES, autorisation de conduite, Secourisme, travaux en hauteur, habilitation diverses,...),

	N° d'affaire : 035.91.18.00.179 Opération : FACTORY HUBS 91 191 GIF SUR YVETTE	P.G.C SPS	Date : 25/06/2018	Page 99 sur 101
---	---	------------------	------------------------------	------------------------

- **Compilation, mois par mois, tout au long du chantier, des heures effectuées par l'entreprise, et transmission de ces dernières au CSPS,**
- **Alerter les secours en cas d'accident du personnel de l'entreprise ou du personnel d'un des sous-traitants, réalisée par la suite l'arbre des causes.**

ANNEXE 2

Disponible sur demande Email ou par téléchargement : <http://www.preventionbtp.fr/Documentation/Explorer-par-produit/Terrain/Outils/Protocole-de-securite-pour-les-operations-de-chargement-et-de-dechargement-de-marchandises>

**PROTOCOLE DE SÉCURITÉ POUR
LES OPÉRATIONS DE CHARGEMENT
ET DE DÉCHARGEMENT DE MARCHANDISES**

(Art. 4515-1 et suivants du Code du travail).

cachet de l'entreprise

xxx

Site
 Nature de l'opération
 Entreprise de transport
 Nom
 Adresse
 Tél.

Type d'opération
 ponctuelle ☐ répétitive ☐

INDICATIONS FOURNIES PAR LE CLIENT

Consignes de sécurité propres au site et accès aux installations d'hygiène

Lieu de livraison ou de prise en charge

Modalités d'accès et de stationnement

Matériels et engins mis à disposition pour le chargement ou déchargement

Moyens de secours et d'appel en cas d'accident ou incident

OPPBTP
La prévention BTP

www.oppbtp.fr

1/2

INDICATIONS FOURNIES PAR LE LIVREUR

Caractéristiques du véhicule, aménagement et équipements

Nature et conditionnement de la marchandise

Précautions particulières résultant de la nature des produits transportés, notamment celles imposées par la réglementation relative au transport de matières dangereuses

Fait à
Pour le client
 M.

Signature et cachet

le
Pour le livreur
 M.

Signature et cachet

OPPBTP
La prévention BTP

www.oppbtp.fr

2/2

Annexe 3 Fiche d'accueil

Disponible sur demande Email ou par téléchargement : <http://www.preventionbtp.fr/Documentation/Explorer-par-produit/Terrain/Outils/Fiche-d-accueil>

FICHE D'ACCUEIL

Cette fiche est établie sous la responsabilité de l'employeur dès l'arrivée du travailleur sur son nouveau lieu d'activité ou à son nouveau poste (art. L.4141-2 du Code du travail).

cachet de l'entreprise

XXXX

XXXX

LE TRAVAILLEUR

Nom Prénom

Qualification

Affectation Date

Statut ☐ CDI ☐ CDD ☐ Stagiaire ☐ Intérimaire ☐ Autre

* Les travailleurs précaires (CDD, stagiaires, intérimaires, apprentis) doivent recevoir une formation renforcée à la sécurité et ne pas être affectés aux travaux interdits par le Code du travail.

Aptitude médicale Restrictions éventuelles

oui ☐ non ☐

Autorisations - Habilitations

Autorisation de conduite : <input type="checkbox"/> Permis de conduire <input style="width: 80px;" type="text"/> catégorie <input type="checkbox"/> Habilitation électrique <input style="width: 50px;" type="text"/> niveau		
<input type="checkbox"/> Engins de chantier	<input style="width: 80px;" type="text"/> catégorie	<input type="checkbox"/> Autres <input style="width: 100px;" type="text"/>
<input type="checkbox"/> Appareils de levage de charges	<input style="width: 80px;" type="text"/> catégorie	<input style="width: 100px;" type="text"/>
<input type="checkbox"/> Plate-forme élévatrice mobile de personnes	<input style="width: 80px;" type="text"/> catégorie	<input style="width: 100px;" type="text"/>

Formations spécifiques

<input type="checkbox"/> Sauveteur-secouriste du travail	<input type="checkbox"/> Montage-démontage d'échafaudage
<input type="checkbox"/> Amiante	<input type="checkbox"/> Formation au port des EPI (protection respiratoire, système antichute...)
<input type="checkbox"/> Utilisation des extincteurs	
<input type="checkbox"/> Autres <input style="width: 100px;" type="text"/>	à préciser

FORMATION AU POSTE DE TRAVAIL

Remise et présentation du livret d'accueil : oui ☐ non ☐

CONDITIONS DE CIRCULATION

Visite des lieux de travail effectuée : oui ☐ non ☐

Emplacement des installations d'accueil :

Accès et cheminements piétons :

Accès et cheminements engins :

EXÉCUTION DES TRAVAUX

Travaux à réaliser :

Moyens d'exécution et protections collectives :

Consignes particulières de sécurité :

Équipements de protection individuelle remis en fonction de l'évaluation des risques :

<input type="checkbox"/> Casque	<input type="checkbox"/> Masque de soudeur	<input type="checkbox"/> Autres <input style="width: 50px;" type="text"/>
<input type="checkbox"/> Masque antipoussières	<input type="checkbox"/> Gants	à préciser
<input type="checkbox"/> Chaussures de sécurité	<input type="checkbox"/> Protecteur antibruit	
<input type="checkbox"/> Masque antigaz	<input type="checkbox"/> Lunettes	
<input type="checkbox"/> Vêtements de protection	<input type="checkbox"/> Système antichute	

DISPOSITIONS EN CAS D'ACCIDENT


Secouriste(s) présent(s) sur le chantier :

M. <input style="width: 100px;" type="text"/>	M. <input style="width: 100px;" type="text"/>
M. <input style="width: 100px;" type="text"/>	M. <input style="width: 100px;" type="text"/>


Emplacement du moyen d'appel :

Présentation de l'affiche « En cas d'accident » : oui ☐ non ☐

Fait à <input style="width: 100px;" type="text"/> le <input style="width: 100px;" type="text"/> Le responsable hiérarchique Nom <input style="width: 100px;" type="text"/> Prénom <input style="width: 100px;" type="text"/> Fonction <input style="width: 100px;" type="text"/> <div style="border: 1px solid black; height: 30px; margin-top: 5px;"></div>	Le collaborateur Nom <input style="width: 100px;" type="text"/> Prénom <input style="width: 100px;" type="text"/> Fonction <input style="width: 100px;" type="text"/> <div style="border: 1px solid black; height: 30px; margin-top: 5px;"></div>
--	--


www.oppbtp.fr

1/2


www.oppbtp.fr

2/2